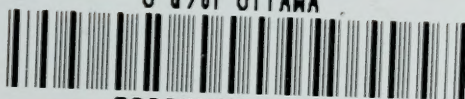
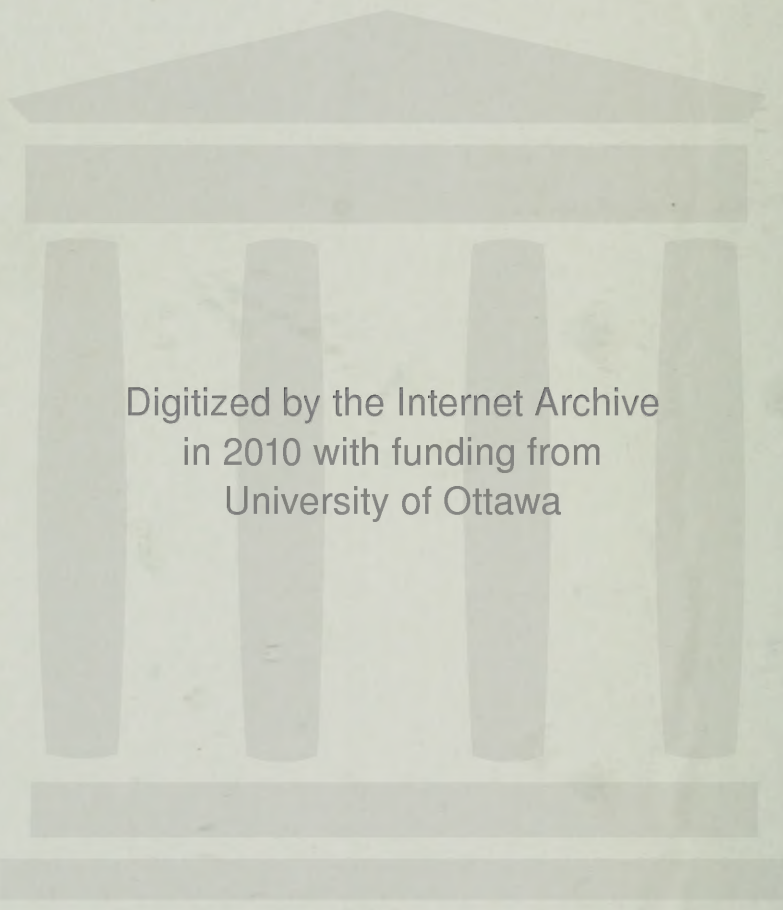


U d'of OTTAWA



39003000624287



Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

26.1.70

Français

29

PRÉCIS ANALYTIQUE

DES TRAVAUX DE

L'ACADÉMIE

DES SCIENCES, BELLES-LETTRES ET ARTS

DE ROUEN

PENDANT L'ANNÉE 1900-1901

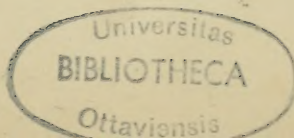


ROUEN

IMPRIMERIE CAGNIARD (LÉON GY, SUCCESSEUR)

PARIS. — A. PICARD, rue Bonaparte, 82

—
1902



B

1903

.BY

1902

BLAISE PASCAL ET SA FAMILLE

A ROUEN

De 1640 à 1647

Par M. CH. DE BEAUREPAIRE.

Blaise Pascal n'avait pas encore dix-sept ans accomplis lorsque, en 1640, il vint à Rouen avec son père Etienne Pascal, président en la Cour des Aides de Clermont. Il y resta jusqu'à la fin de l'année 1647, un peu moins de temps que son père, qui le rejoignit à Paris au commencement de l'année suivante. Un si long séjour nous autorise à le regarder, en quelque sorte, comme un compatriote. Il y a donc pour nous, ce me semble, un intérêt particulier à noter les événements de sa vie qui se sont accomplis dans notre ville. Après les beaux travaux publiés récemment, on doit, sans doute, considérer comme fixés d'une manière définitive les traits de la physionomie morale de l'auteur des *Provinciales* et des *Pensées*. Mais, sans trop de présomption, on peut encore nourrir l'espoir de rencontrer çà et là, en ce qui le concerne, quelques détails dignes d'être rappelés. C'est ce que je me suis cru permis de rechercher, en me renfermant strictement dans la période qui cor-

respond au séjour de Blaise Pascal parmi nous. Mais avant de parler de sa vie de famille, de sa vie intime et de ses travaux, je jetterai un coup-d'œil sur l'état de la société rouennaise, lorsque Pascal vint y jouer son rôle, et sur les fonctions que son père, devenu homme de confiance de Richelieu, fut appelé à y exercer.

I

Cette période, de 1640 à 1647, pendant laquelle le génie de Pascal atteignit son complet développement, compte parmi les plus malheureuses de l'histoire de cette ville. Peut-être, après en avoir examiné les faits saillants, serons-nous autorisé à nous demander s'ils n'ont point exercé une certaine influence sur une imagination ardente et mélancolique, comme était celle de Pascal, qu'un tempérament maladif prédisposait à tout voir sous le jour le plus sombre.

Son séjour à Rouen est compris entre deux épidémies de peste, lesquelles firent de nombreuses victimes. En 1637, du 1^{er} janvier au dernier décembre, il n'y eut pas moins de 3,513 malades de la contagion à entrer à l'Hôtel-Dieu; et, sur ce nombre, on compta 1,528 personnes décédées, 98 envoyées à l'évent, 131 retenues en traitement (1). De septembre 1648 à la fin de l'année suivante, la contagion exerça de nouveaux ravages, mais je ne saurais dire dans quelle proportion (2).

(1) Arch. de la S.-Inf. F. des Hospices.

(2) Le 23 sept. 1648, le Chapitre de la cathédrale ordonne qu'à raison

L'exagération des impôts, la multiplicité extraordinaire des expédients imaginés par des traitants impitoyables pour tirer de l'argent, même des plus misérables, le décri des monnaies (1), l'inquiétude qui pesait sur toutes les conditions, toutes ces causes réunies avaient causé un mécontentement général et poussé le peuple à une révolte, plus ou moins ouvertement déclarée, dans toute la Normandie. La répression fut sans pitié. Tous les corps judiciaires et administratifs furent tenus en suspicion par l'autorité royale, qui n'était autre que celle de Richelieu, et furent faussés dans leur composition. D'ailleurs, nulle part, on ne jouissait de la moindre sécurité. Ajoutons à cela, pour compléter le tableau, ces marques éclatantes de l'instabilité des choses humaines exposées sous les yeux des habitants de notre ville, où, à côté des prisonniers espagnols amenés des champs de bataille de Rocroy et de Lens (2),

de la peste, les matines des fêtes triples seront dites le soir, et que la porte de fer et celle de l'horloge seront fermées. Le 2 juin 1649, des processions sont ordonnées pour obtenir la cessation de la peste (Registres capitulaires). 20 nov. 1648, le Bureau des Finances, que la crainte de la peste, qui sévissait rue de l'Aumône, avait fait chercher un refuge aux Cordeliers, songeait à prendre à loyer l'hôtel du Bec, en attendant la cessation du fléau.

(1) Par suite du décri des monnaies, sur 1,888 l. 12 s. perte de 636 l. 15 s. 1^{er} fév. 1640. (Arch. de la S.-Inf. Registres capitulaires).

(2) Procès-verbaux de la Commission des Antiquités de la S.-Inf., t. X, p. 340, 341. Plusieurs capitaines et officiers étaient internés dans les tours du Vieux-Palais, et y recevaient telle incommodité qu'ils s'abandonnaient au désespoir. Le sieur de Chamblain, commissaire des guerres, envoyé pour les visiter, s'en plaignit au Bureau des finances comme d'une chose qui pouvait donner mécontentement à S. M. et même à son Conseil, 20 déc. 1647.

on rencontrait des seigneurs anglais, forcés de quitter leur pays devant la Révolution qui devait coûter la vie à Charles I^{er} (1).

Nulle part, avons-nous dit, il n'y avait de sécurité.

Mille faits en fournissent la preuve la plus irréfutable : j'en choisirai quelques-uns.

Dans l'Election de Montivilliers, le long des côtes de la mer, du Havre à Fécamp, des bandes de paysans en armes, au nombre de 7 à 8,000, s'attaquaient aux officiers chargés de la collecte des tailles, subsistances et autres deniers royaux. Malgré toutes les proclamations que l'on avait pu faire, ils se refusaient à croire que le Roi n'eût rien rabattu des impôts que l'on voulait exiger d'eux; ils se déclaraient prêts à mourir plutôt que de souffrir aucunes *exécutions* fiscales dans l'étendue

(1) Georges Goring, baron de Norwick, ambassadeur extraordinaire du Roi, loge à la Place Royale, rue Ganterie, 27 avril 1645; 26 janvier 1646. Guillaume Cavendish, marquis de Newcastle, avec ses deux fils, Charles sr de Mansfeld, et Henri, 5 juillet 1645; François Brune, vicomte de Montagu, 5 juillet 1645; Guillaume Godolphin, colonel anglais, 19 sept. 1643; Guillaume Becher, chevalier anglais, 9 août 1645; Jean Berkeley, chevalier anglais, 5 juillet 1645; Francis Inglefyld, baron anglais, 1^{er} décembre 1646; William Bradshag, chevalier anglais, 27 déc. 1646; Jean Nyvet, gentilhomme anglais, 27 juillet 1645; Guill. Gardner, capitaine anglais, 5 juillet 1645; François Suit, attaché à l'ambassadeur d'Angleterre, 5 mars 1645; Thomas Winston, gentilhomme anglais, docteur en médecine à Orléans, 8 juin 1645; Jean Chamberlain, écuyer, 2 juillet 1645; Renée de Montagu, de Londres, envoyée en France par son oncle Barthélemy de Montagu, gentilhomme du Roi, 3 juillet 1643; Brigitte King, veuve du chevalier Henri Smit, 30 août 1646; Elisabeth Sedley, veuve de Jean Sedley, baron de la province de Kent, 8 juin 1646. L'agent du parti était, à Rouen, Pierre Rychaut, originaire d'Aylesford, en la province de Kent. (Notes extraites des actes du tabellion. de Rouen.)

de leurs paroisses. Il fallut, pour la répression de ces soulèvements, demander des troupes au duc de Longueville, gouverneur de la province, et à M. de la Ferté, lieutenant du Roi au gouvernement du Havre (1).

Le 4 janvier 1644, le Parlement ordonnait aux prévôts, à leurs lieutenants et archers, « de faire leurs chevauchées, sans séjourner aux villes, pour, avec son de tocsin et assemblée de peuple, si besoin était, appréhender les voleurs ». En plusieurs lieux, dit l'arrêt de la Cour, « des malfaiteurs s'étaient levés et rassemblés avec armes et commettoient journellement meurtres et voleries dans les forêts et sur les grands chemins (2) ».

Balthazar Gerbier, chevalier de l'Eperon d'or, l'un des quatre écuyers du corps, gentilhomme de la chambre du Roi de la grande Bretagne, grand maître des cérémonies et introducteur des ambassadeurs, fut volé et arrêté sur le chemin de Dieppe, le 10 septembre 1644 (3).

En 1645, des assassinats furent commis en grand chemin, à coups de fusil et de pistolet, sur Jean Mauduit, sieur de la Rosière, maître des Comptes, Anne de Pigace, sa femme, Jacques Mauduit, sieur de Regnouart, leur fils, avec enlèvement de la fille du sieur de la Rosière et de Marie de Raveton, femme du sieur de Regnouart. Ce qu'il y eut de remarquable dans ces assassinats, c'est qu'ils furent commis par des gentils-

(1) Arch. de la S.-Inf. Bureau des Finances. C. 4169, 1^{er} et 3 juin 1643.

(2) *Ibid.* Reg. du Parlement.

(3) *Ibid.* Reg. de la Tournelle, 1^{er} fév. 1645.

hommes avec l'aide de nombreux complices. Plusieurs des coupables échappèrent au châtiment par la fuite. Ceux qu'on réussit à saisir furent rompus vifs sur la place du Vieux-Marché de Rouen. « pour y finir leurs jours tant qu'il plairoit à Dieu les leur prolonger. » Le château du Mesnil-Guillaume, dans lequel les assassins avaient conduit les deux femmes enlevées, dut être, aux termes de l'arrêt du 7 avril 1645, rasé complètement, à l'exception des bâtiments à usage de ferme, les fossés furent comblés, les canons et fauconneaux amenés à l'Hôtel-de-Ville de Rouen, les bois de haute futaie, qui servaient d'ornement au château, coupés à trois pieds de hauteur. 600 livres furent prélevées sur le prix de la confiscation pour la construction et dotation d'une chapelle à bâtir au lieu où le crime avait été commis (7 avril 1645) (1).

L'impuissance de la justice est attestée par la plainte de Charles Anzeray, sieur de Courvaudon, conseiller au Parlement (31 août 1646). Il se voyait obligé de demander main-forte pour faire prendre un nommé Rouveron, vif ou mort, vu qu'il lui était impossible de faire exécuter l'arrêt rendu par la cour, « à cause que ce criminel se retiroit en châteaux et maisons fortes et se faisoit assister de gens déterminés (2) ».

Ce qui ajoutait aux difficultés de la répression, c'était que le désordre venait souvent de ceux-là même qui avaient charge de le prévenir ou de le châtier. Partout,

(1) Arch. de la S.-Inf. Reg. de la Tournelle.

(2) *Ibid.* Reg. du Parlement.

en effet, les gens de guerre étaient un juste sujet d'effroi.

20 juillet 1639, arrêt du Conseil en faveur des paroisses situées à demi-lieue de la mer. Obligées au service de guet, elles sont dispensées du logement des gens de guerre et de la subvention des étapes, à raison des violences, exactions et voleries qu'elles avaient éprouvées de la part des soldats (1).

(1) Arch. de la S.-Inf. C. 1257. Il y avait longtemps que les paroisses avaient juste sujet de se plaindre. 13 nov. 1636, « par M. le procureur général du Roy a esté remontré que de toutes parts sont entendues plusieurs plaintes des ravages, désordres, bruslements, excès, violemens et inhumanités exécrables qui se commettent par les gens de guerre aux logements qui se font dans cette province, ce qui rend les pauvres laboureurs et artisans et tous autres peuples impuissans de continuer leurs travaux par lesquels l'Estat subsiste, en sorte que, s'il n'y est promptement pourveu, il arrivera ung habandonnement dans le pays, les droicts et tailles anéantis, les fermes d'un chacun délaissées et les maisons inhabitées et ensuite une misère et calamité universelle qu'il sera presque impossible de pouvoir réparer... » Informations ordonnées contre les capitaines (Registres secrets du Parlement). — Plainte des habitants de Vitefleury contre le sieur de Bretigny (Charles Poncet), cornette à la compagnie de chevaux légers du sieur de Haucourt : « Assisté de quelques cavaliers, s'étoit transporté au manoir presbytéral pour violenter le curé du dit lieu comme il avoit fait du précédent, à ce qu'il eust à persuader aux habitants de lui accorder ses injustes demandes, le menaçant, à son refus, de ruiner les habitants, de loger sa compagnie entière dans le lieu presbytéral et de couper les oreilles à M^e Charles Rayer, procureur de la haute justice, 27 février 1637. » (Arch. de la S.-Inf. C. 4447.) C'est à ce Poncet de Bretigny que fut malheureusement confiée la mission de coloniser la Guyane, où il périt misérablement et ne laissa que de tristes souvenirs. — 10 mai 1638 : « fait entrer M^e Lengeigneur, vis-bailly au bailliage de Rouen, lequel ouy a dict que, par le commandement de M. de Longueville, il avoit suivy les gens d'armes aux logements qu'ils avoient faicts et informé des exactions et violences qu'ils ont commises, n'ayant

A l'annonce de l'arrivée des soldats de Gassion dans la ville de Rouen, l'archevêque, « pour obvier aux inconvénients qui pourroient arriver aux jeunes filles du diocèse à l'occasion et par l'insolence de la gendarmerie, assigne aux dites filles, pour asile et sauvegarde de leur pudeur, le monastère des Ursulines, » 23 décembre 1639 (1).

Un habitant de Rouen, témoin oculaire, parlant, dans son journal manuscrit, de l'arrivée des troupes de Gassion, nous indique clairement quel genre de concours elles pouvaient prêter au rétablissement de l'ordre : « Les fauxbourgs de Rouen (et Darnétal aussy) S^t Sever, dit-il, ont recongneu à leurs despens quels sont les effects de la guerre. Iceulx fauxbourgs ont été du tout ruynez et abandonnez des habitans se retirans dans les bois. »

Séguier, lui-même, dans un mémoire adressé au Roi écrit ceci : « En vérité le désordre est si grand que, quelque règle qu'on puisse apporter, ils (les gens de guerre) ruinent tout où ils passent. Il y a deux compagnies à Louviers qui mériteraient d'être cassées. Ce sont des voleurs, et non pas des soldats. Ils font des violences dans cette ville qui méritent grand châtiment (2) ».

Le 17 janvier 1643, le Parlement, « averti qu'il y avait un régiment de gens de pied logés dans les fau-

pen faire aucune capture pour n'avoir la force en main, n'ayant que 8 archers avec luy. » (Registres secrets du Parlement.)

(1) Arch. de la S.-Inf. F. des Ursulines.

(2) *Diaire* du chancelier Séguier, pp. 57, 58.

bourgs de Rouen, les soldats duquel y avoient non seulement fait beaucoup de désordres, mais aussi dans la ville, dans laquelle ils entroient et couroient nuit et jours avec armes, de sorte qu'il y avoit eu quelques hommes homicides, ce qui pourroit causer émotion, fit inhibition, à peine de la prison et de la vie, si le cas le requéroit, à tous soldats logez dans les faubourgs d'entrer en icelle en plus grand nombre que de deux ou trois de compagnie, sans porter autres armes que leurs espées, et depuis huit heures du matin jusques à quatre heures; commandé aux capitaines de la Cinquantaine et des Arquebusiers de redoubler leurs gardes et patrouilles, de visiter les cabarets de bière, d'arrester ceux qu'ils y trouveroient après quatre heures et ceux qui porteroient armes à feu, avec défenses à toutes personnes de débiter du petun et bière en assiette suivant les anciens réglemens (1). »

Autre arrêt du 13 mai 1645. « Sur l'avis que la licence des soldats et autres vagabonds étoit si grande que depuis quelques jours il s'étoit commis une infinité de voleries sur les grands chemins et avenues de la ville, ce qui faisoit que un chacun étoit en crainte et n'osoit plus aller ni venir aux marchés, commandement est fait aux prévôts, leurs lieutenants et archers, de monter à cheval, incontinent avec leurs armes, tenir la campagne et chemins libres et surs et courre aux soldats et voleurs (2). »

1) Arch. de la S.-Inf. Reg. du Parlement.

(2) Les prévôts eux-mêmes n'inspiraient pas une entière confiance. Jacques de Marguerit, écuyer, prévôt général de Normandie, était détenu à

Autre arrêt du 4 mars 1646, contre des cavaliers qui s'étaient rendus coupables de dégâts, meurtres et assassinats à Saint-Germain, vicomté de Neufchâtel, dans une terre qui appartenait au président Raoul Bretel de Grémonville.

En 1645, ce sont des juges et des officiers du siège présidial d'Andely et des échevins de cette ville qui sont poursuivis pour rapt et enlèvement, avec violence, de la fille d'un conseiller de cette ville, Nicolas Le Sueur (26 septembre).

Partout régnait la misère la plus affreuse. A Saint-Pierre-du-Bosguérard, plus de 150 personnes étaient mortes de la maladie contagieuse, et il y avait plus de 100 acres de terre qui restaient en friche. Les habitants avaient été contraints d'abandonner leurs maisons et leurs familles, étant continuellement emprisonnés et exécutés par les huissiers et sergents, qui leur faisaient vendre le peu qui leur restait (5 oct. 1640).

Vers le même temps, un des contribuables, du nom de Becquet, était depuis deux ans détenu prisonnier, en vertu du principe de la solidarité, parce que la paroisse du Val où il résidait n'avait pu payer les impositions auxquelles elle avait été taxée.

Il n'y restait plus que trois habitants; le reste s'était retiré ailleurs à cause des guerres, ou bien était mort de la maladie contagieuse. (7 juin 1640) (1).

la conciergerie du Palais en 1640-1642; le 3 juillet 1640, il vendit à Nicolas Vanquelin, sieur d'Ouézy, la terre de la Fresnaye près d'Ouézy: le 21 mai 1642, on lui permettait de faire précéder à la vente de son office de prévôt à la barre de la Cour. (Tab. de Rouen).

(1) Arch. de la S.-Inf. Bur. des finances.

Le 16 juin 1649, le procureur général de la Cour des Aides exposait aux conseillers de cette haute juridiction que les longues guerres et désordres passés avaient causé tant de misère qu'une infinité de pauvres périssaient de faim, particulièrement en la ville de Rouen où grand nombre de nécessiteux s'étaient retirés, ne trouvant plus d'aumônes ni de charité dans les villages et paroisses des champs. »

Comme il y avait péril à s'en prendre au gouvernement, tous ceux qui souffraient (et le nombre en était infini) accusaient les traitants d'être la cause de leur malheureux sort.

« Nous demandons, disaient les Etats de Normandie, dans leur Cahier de remontrances de 1638, art. xxv, la suppression d'un tas d'exploitans par tout vostre royaume qui, comme chenilles escluses dans les brouillards du trouble de vos affaires, ne font que rogner le reste de la substance de vos peuples par concussions et pilleries. »

« En septembre 1634, le peuple de Rouen ayant jeté à la rivière un monopolier nommé Trotart, venu à Rouen pour établir un nouvel impost, ce malheureux fut tiré de l'eau par un batelier, et se réfugia dans le prieuré de Bonnes-Nouvelles ; mais on l'avoit su, et bientôt le monastère fut assailli par 5 ou 6,000 séditieux qui s'efforçoient d'en briser les portes (1) ».

Le même fait est ainsi raconté dans une lettre qu'un nommé Bradechal écrit à son oncle, procureur au Par-

(1) *Diaire du chancelier Séguier*, p. 13.

lement, grand-oncle de notre Nicolas Mesnager : « Deux monopoliers ont esté, ce jourd'huy, accommodez d'une belle façon : car on en a tant battu un que l'on tient qu'il est tué, et l'autre que l'on a jeté à la rivière de Seine, qu'on dit qui s'est sauvé de l'autre costé de la rive, mais que 300 hommes sont allez après. Voilà les nouvelles de Rouen » (1). Pas un mot de pitié pour les deux agents du fisc ! L'esprit général étant tel, il n'est pas surprenant que, quatre années après, la révolte ait éclaté dans presque toute la Normandie. Richelieu lui-même, dans son Testament politique, sans la justifier, en reconnaît la cause. Il regrette que les partisans soient devenus une classe nécessaire dans l'Etat. Il constate « qu'ils avoient porté si loin leur excès et dérèglement qu'il ne se pouvoit souffrir, qu'ils causeroient, si l'on n'y remédioit, la ruine du royaume, qui changeoit tellement de face par leurs voleries que, si on n'en arrêtoit le cours, dans peu de temps, il ne seroit plus reconnaissable ».

Si nous nous plaçons au point de vue religieux, nous trouvons là encore, malaise, désordre et confusion.

Mgr François de Harlay, qui avait succédé au cardinal de Joyeuse comme archevêque de Rouen, en 1614, avait compris la nature et l'étendue de ses devoirs.

A la différence de ses prédécesseurs, il se fit une obligation de résider dans son diocèse, d'y faire en personne les visites ordinaires ou les *calendes*, en prenant soin de s'informer exactement des abus et en s'efforçant d'y apporter un prompt remède.

(1) Arch. de la S.-Inf. Correspondance particulière.

Il introduisit la réforme dans quelques anciens monastères, notamment dans ceux de Jumièges et de Montivilliers.

Il témoigna de son amour pour les lettres en instituant une académie dans son abbaye de Saint-Victor de Paris, en assurant la dotation de la bibliothèque du Chapitre de Rouen, en s'honorant du titre de conservateur des privilèges de l'Université d'Angers, en prenant soin de s'entourer d'hommes doctes et de beaux esprits.

« Il s'adonna fort, dit Dom Pommeraye, à l'étude des anciens canons, non pour en faire une vaine ostentation de doctrine, mais par une passion ardente qu'il avoit pour la restauration et le maintien de la discipline de l'église ».

Une de ses plus constantes préoccupations pendant toute la durée de son épiscopat fut le rétablissement de la hiérarchie ecclésiastique, de son autorité comme évêque et comme seigneur temporel, et aussi de celle des curés.

L'ardeur excessive qu'il marqua pour la répression de ce qu'il considérait comme des abus lui attira beaucoup de difficultés et ne paraît pas avoir été généralement approuvée.

La poésie du médecin Guerente à propos d'un événement, prétendu miraculeux, arrivé, en 1617, à Mgr de Harlay, lorsque celui-ci se rendait à Jumièges pour y porter la réforme, faisait déjà allusion aux mauvaises dispositions du public à l'égard de cet archevêque :

« De Harlay, ce prélat tout d'amour et de feu
Pour son peuple de glace et qui l'aime trop peu ».

De son côté, Mgr de Harlay envisageait peu favorablement les hommes de son époque.

Dans une lettre qu'il adressait, le 28 juillet 1623 à l'abbesse de Montivilliers, Louise de l'Hospital, il gémit sur l'état moral de son diocèse. « Dieu nous veuille assister de toutes parts, lui écrivait-il; nous en avons grand besoin. Il semble que voici la fin du monde ». Dix ans après, dans une autre lettre sur le culte qu'il voulait faire rendre à saint Léon (1), il se plaignait de l'esprit qui régnait partout, et qui n'allait à rien moins qu'à compromettre l'unité de l'Eglise : *Inquietis his novitatis temporibus, senescente ecclesia, quanquam unitas non frangitur, imo debilitatur* (2).

On le vit engager la lutte successivement avec les officiers de son officialité, pour leur faire reconnaître que leur juridiction n'était qu'une délégation de la sienne propre (3); avec les religieux de Saint-Georges-de-Boscherville (4), de Saint-Wandrille et de Saint-Victor de Paris, pour y rétablir la discipline monastique (5); avec tous les curés du diocèse, pour leur faire

(1) Compris à tort parmi les archevêques de Rouen, erreur qu'on a depuis reconnue.

(2) Dom Pommeraye, *Hist. des archevêques de Rouen*, pp. 227-232.

(3) Arch. de la S.-Inf. G. 4903. Les 23, 25, 27 mai, 8 juin 1637, il comparait en la juridiction de l'officialité « pour la tenir lui-même et remettre toutes les choses en l'estat ainsi qu'elles étoient du passé ».

(4) 2 mai 1644. Les religieux de Saint-Georges-de-Boscherville en procès contre leur prieur à propos du refus qu'ils avaient fait d'admettre à profession frère Jean Vironceau; appel par eux comme d'abus de l'archevêque. Gaulde, grand-vicaire, accompagné du promoteur et d'un grand nombre de soldats, se rend à l'abbaye; église abbatiale interdite; défense aux fidèles de hanter les religieux.

(5) 27 mai 1641. Procuration donnée par lui à Achille de Harlay, gen-

recevoir de nouveaux livres liturgiques (1) ; avec Morestel, curé de Saint-Romain (2), et Benjamin de Normanville, curé de Sainte-Marguerite (3), pour leur faire répudier des livres de leur composition.

Si la lutte avait été vive avec les chanoines de la cathédrale, du moins, elle paraissait s'être terminée par une réconciliation sincère.

Elle fut plus longue avec les religieux, et, dans celle-ci, il eut pour auxiliaire, si ce n'est même pour instigateur, Mgr Camus, évêque de Belley, qui voulait astreindre tous les *cloitriers* à demeurer dans leurs monastères, en laissant le champ libre, pour le ministère extérieur, aux prêtres séculiers, spécialement aux curés des paroisses. Il était naturel que ces derniers prissent fait et cause pour leurs défenseurs. Les contes-

tilhomme ordinaire de la chambre du Roi, marquis de Bréval, pour défendre ses intérêts contre les religieux de Saint-Victor. Il y déclare qu'encore qu'il eût toujours recherché de vivre en bonne intelligence avec les religieux de son abbaye, ceux-ci entreprenaient journellement sur ses droits. (Tab. de Rouen, minutes de Ferment).

(1) Archives du Parlement.

(2) Morestel, curé de Saint-Romain-de-Colbose, auteur du *Guidon des Pasteurs*, paraît avoir joui d'abord d'une certaine faveur, puisqu'on l'avait vu, par commission de l'archevêque, procéder, le 8 juillet 1625, à la visite de l'église de Sainte-Marie-des-Champs.

(3) Le 12 septembre 1641, M. Ridet, présente au Chapitre, de la part de l'archevêque, une douzaine d'extraits imprimés de la sentence donnée contre Benjamin de Normanville, curé de Sainte-Marguerite-sur-Duclair. Les Pères de la Congrégation de *Propaganda fide* l'avaient depuis plusieurs mois retranché de leur compagnie, comme on le voit par la délibération capitulaire du 1^{er} mai 1641. Il devint curé de la seconde portion de Saint-Martin de Limésy, par suite de permutation avec N^{as} Hallé, qui s'engagea à lui payer une pension viagère de 350 livres.

tations ne portaient pas sur des points de doctrine. Il s'agissait principalement de savoir si l'assistance à la messe de paroisse, les dimanches et fêtes, était d'une obligation stricte pour les paroissiens, si les religieux avaient le droit de suivre les enterrements et d'accorder dans leurs chapelles la sépulture à ceux qui la demandaient. La prétention des curés de Rouen alla jusqu'à vouloir supprimer les rares confessionnaux qui se trouvaient dans la cathédrale, par ce principe que les chanoines n'étaient point chargés du ministère paroissial (1).

Les Jésuites eurent principalement à souffrir de l'archevêque. Ce qui contribua le plus à leur disgrâce, ce furent le traité du P. Louis Cellot, recteur du collège de Rouen, *De hierarchia et hierarchis libri novem*, in-folio, imprimé à Rouen, chez Jean le Boulenger, en 1641, et un sermon prêché à Saint-Ouen de Rouen par le P. Jacques Baumer (2).

Une des conséquences de cette brouille, qui divisa la société de Rouen pendant plusieurs années, fut l'établissement, à l'archevêché, d'un collège où l'on enseignait la théologie et les sciences. Un des nouveaux professeurs fut un nommé Jacques Pierius, dont le cours est ainsi annoncé dans le *Mercure de Gaillon* de 1643 : *Jacobus Pierius, doctor medicus, Antiquæ residentie Archiepiscopalis Dei-Villæ Pastor, ex officio enarrabit suo more, ex libro a se typis mandato,*

(1) Arch. de la S.-Inf. Reg. capitulaires, 1^{er} avril 1647.

(2) Décédé le 30 mars 1643 à Tannay en Nivernais, où il avait été envoyé prêcher le carême. Il y fut enterré avec de grands honneurs.

philosophicas veritates (1). Parmi ces vérités figurait la théorie de l'horreur du vide par la nature, dont il était réservé à Pascal de démontrer bientôt la fausseté.

Si l'archevêque avait pu établir un collège en concurrence avec celui des Jésuites, il n'avait été en son pouvoir ni de l'installer commodément, ni de procurer à ses professeurs des appointements convenables. Ce collège, en effet, n'avait d'autres salles de classe que celles de la juridiction de l'archevêché. Les professeurs s'y rencontraient avec les hommes de loi, les écoliers avec les plaideurs, et les uns et les autres se gênaient réciproquement.

Après quelques années d'un essai malheureux, ce collège fut supprimé. Le 14 janvier 1648, les échevins de Rouen rejetaient la requête des écoliers étudiants en philosophie sous Pierius, tendant à ce qu'il leur fût assigné un lieu pour recevoir l'enseignement de ce professeur. L'archevêque avait révoqué Pierius ainsi que les maîtres de grammaire et de rhétorique. La Ville trouva alors qu'il était inutile de faire les frais d'un nouvel établissement, et que celui des Jésuites pouvait suffire.

Ces débats eurent pour conséquence d'amener les au-

(1) Jacques Pierius, curé de Déville près Rouen, originaire de Falaise ou des environs, frère de Vigor Pierius, curé de Saint-Loup-le-Canivet, et de Guillaume Pierius, apothicaire à Falaise, comme on le voit par un acte du tabellionage du 7 mars 1644. Pour la théologie, le professeur était Nicolas Paris qui fut plus tard archidiacre et vicaire général de l'archevêque, et que ses relations intimes avec le cardinal de Retz rendent un peu suspect.

torités civiles, et notamment le Parlement, à intervenir fréquemment, comme arbitres, dans les questions religieuses.

Assistant à la bénédiction des cierges, dans le chœur de la cathédrale, le 2 février 1640, le « chancelier Séguier fait porter plainte à l'archevêque de la mauvaise tenue d'aucuns de MM. les chanoines qui, sans avoir esgart ni au lieu, ni à sa présence, ni à celle des maistres des Requestes (Etienne Pascal était l'un d'eux), causoient et discouroient en l'église durant la plus grande partie de la messe avec postures indécentes dont ledit s^r chancelier et ceux de sa suite avoient esté scandalisés (1) ».

Cette même année, les prieurs et religieux des couvents des Augustins et des Jacobins de Rouen, présentent une requête au Parlement à ce que, vu le refus de Messire François de Harlay, de leur bailler la mission et placet suivant et conformément aux articles faits entre eux et lui, qui se pouvoient voir en la distribution des Stations imprimées en 1628, il fût ordonné que ledit sieur archevesque y fût contraint par saisie de son temporel jusqu'à 2,000 livres pour aider à la nourriture des religieux ». L'arrêt rendu sur cette requête porte « que les religieux seront tenus eux retirer par devers l'archevesque pour requérir ladite permission durant les stations de l'avent et caresme, et, ce faisant, la cour enjoint à l'archevesque bailler la permission demandée (2) ».

(1) Arch. de la S.-Inf. Reg. capitulaires.

(2) Arch. de la S.-Inf. Reg. du Parlement.

Le 27 avril 1647, le procureur général Le Guerchoys annonce au Chapitre qu'il agira contre MM. les chanoines, s'ils ne remédioient au grand abus qui se commettoit du peu d'assistance qu'ils faisoient au chœur où, de 50 chanoines, à peine en voyoit-on 3 ou 4 (1) ».

Ce qui est plus caractéristique, c'est l'arrêt que rendit le Parlement à propos d'une procession ordonnée par l'archevêque pour rendre grâces à Dieu du résultat de l'élection des nouveaux échevins. Voici un extrait de ce document :

« 3 août 1647. — Sur la remontrance faicte par Hue, advocat général, pour le procureur général du Roy, que certain placart imprimé seroit tombé en ses mains, par lequel le sieur archevesque de Rouen, sur une occasion de connaissance particulière qu'il a pour l'establissement d'échevins en l'hostel commun de ceste ville... du 4^e juillet dernier, comme il est acoustumé d'y procéder de 3 ans en 3 ans, ordonne que les curez de ladicte ville feront marcher leurs paroissiens en procession publique à commencer du jour de dimenche prochain et continuer tous les jours de la semaine, au nombre de plusieurs paroisses par chacun jour, qui doibvent se rendre en l'église collégiale et paroissiale de N. D. de la Ronde, qui est la paroisse ordinaire dudict hostel, pour de là se transporter en la grande église cathédralle N. D. devant l'autel de la chapelle des Vœux (2), qui est un ordre tout à fait extraordinaire et

(1) Arch. de la S.-Inf. Reg. capitulaires.

(2) Un des autels situés devant le jubé de la cathédrale, nommé l'autel

* *Le nom en figure est sur le registre.
Pierre Le Guerchois en fut Procureur général
qui vers 1680*

inusité et abusif, de quelque façon qu'on le considère, soit en l'adresse, qui n'a peu ny deub estre faict en tel cas qu'au doyen de la Chrestienté, qui doibt avertir les curez, et non pas aux eschevins de la ville, qui n'ont aucun pouvoir de faire advertir lesdicts curez, et sur lesquelz eschevins, comme personnages laïques, ledict sieur archevesque n'a aucune jurisdiction ny pouvoir d'adresser ses mandatz; soit en la forme extraordinaire de telles processions, lesquelles, comme l'usage en est à respecter, aux cas où elles sont nécessaires, elles ne doibvent estre decernées qu'avec grande prudence... et aux temps accoustumez; et d'autant qu'il ne seroit raisonnable que ledict sieur archevesque, pour sa satisfaction et conjouissance particulière de quelques particuliers, ses amys, audict eschevinat, eût le pouvoir... de faire marcher lesdicts curez de la sorte et les abaisser pour faire honneur ausdicts eschevins, au lieu de les favorablement et dignement traicter, puisqu'ils sont les pasteurs et du nombre des premiers de l'ordre hiérarchique de l'église, ce qui porteroit conséquence de servitude et subjection importune;... à joindre que tel mandat est entièrement abusif, en ce qu'il est donné par un prélat qui n'a, depuis 7 années, résidé dans son diocèse, donné à Gaillon, hors le territoire et estendue de sa jurisdiction, et dans le diocèse d'Evreux, contre et au préjudice des saints canons, ordonnances des Roys qui enjoignent la résidence des prélatz, autant pour la nécessité du peuple qui leur est commis, que pour donner du Vœu, en souvenir de la fondation qu'y tirent, en 1637, les Echevins pour remercier Dieu de la cessation de la peste.

force et validité à leurs mandats, . . . considérations qui nécessitent luy qui parle pour le Roy, chef de la police extérieure de l'Eglise, . . . à demander qu'il plaise à la Cour le recevoir pour appellant comme d'abus de la concession dudit mandat, . . . et, faisant droit sur son appel, prononcer qu'il a esté mal, nullement et abusivement concé lé . . . et, au surplus, lui accorder mandement aux fins de faire résider ledit sieur archevesque en sa maison archiépiscopale de Rouen, qui tombe entièrement en ruine et désolation . . .

« La Cour a receu et reçoit le procureur général du Roy appellant comme d'abus, l'a tenu pour bien relevé, . . . annulle icelui mandat, faict deffenses aux curez de le mettre à exécution sur les peines au cas appartenant, . . . ordonne que le présent arrest sera signifié par un des huissiers de la Cour au doyen de la Chrestienté, lequel sera tenu en advertir les curez, mesme ausdicts eschevins de la ville ». Signé A. de Faucon (premier président) (1).

Tous ces débats ne touchaient qu'à la discipline ecclésiastique. Mais déjà, au Parlement (2), au Chapitre de la cathédrale (3), dans le clergé (4), des dissensions se

(1) Arch. de la S.-Inf. Parlement, Audiences.

(2) Le Parlement, très réservé dans ses permissions d'imprimer, autorise, le 20 mai 1643, Jean Viret, à imprimer, vendre et distribuer les « Lettres chrétiennes et spirituelles » de Du Vergier de Hauranne.

(3) Le Chapitre admet dans sa bibliothèque les livres de Jansénius. Il achète, le 23 février 1641 le livre du P. Cellot de *Hierarchia et Hierarchis*, sur la hiérarchie, mais il veut qu'il soit rangé parmi les livres hérétiques.

(4) 29 octobre 1641, enregistrement d'une lettre du Roi à l'archevêque

faisaient jour en matière de dogmes religieux, et le jansénisme commençait.

II

Les faits que nous venons d'exposer ne pouvaient laisser Blaise Pascal indifférent ; on ne saurait cependant affirmer qu'ils fussent de nature à l'affecter d'une manière particulière.

Ceux que je vais rappeler ont eu, au contraire, pour lui, un intérêt tout spécial ; et il est impossible de douter qu'ils n'aient exercé sur son caractère et sur son esprit une influence directe et très considérable. Il s'agit, en effet, de faire connaître dans quelles circonstances son père vint à Rouen, quel genre de fonctions il fut appelé à y exercer, à quelles vicissitudes de considération et de défiance il fut exposé, à quelles contradictions il fut en butte pendant les huit années de son administration.

On sait qu'un des buts que se proposa Richelieu fut d'affranchir l'autorité royale des entraves qu'elle

de Rouen au sujet de la prédication faite en l'église de Saint-Denis par le prieur du Mont-aux-Malades (Jesse de Bauquemare) « lequel avoit attaqué le R. P. Jacques Sirmond, de la Compagnie de Jésus, confesseur du Roi, et avoit été si osé que de prendre pour les points de son sermon que le P. Sirmond étoit ignorant, arrogant et médisant ». Dans la même lettre, le Roi ordonne à l'archevêque de reprendre le curé de Saint-Maclou, Charles Dufour, neveu de l'évêque de Belley, qui s'étoit permis des attaques du même genre contre le même père. Compiègne, 22 octobre 1641. (Arch. de la S.-Inf. G. 4908).

éprouvait de la part des protestants, mis en possession de places fortes qui leur permettaient de réclamer l'appui de l'étranger; de l'affranchir aussi des ligues qu'avaient l'habitude de former entre eux les grands seigneurs féodaux, ainsi que du contrôle que les cours souveraines prétendaient exercer sur les décisions du Conseil. La prise de la Rochelle, les châtimens exemplaires infligés à Chalais, à Marillac, à Montmorency, firent comprendre à la haute noblesse, catholique ou protestante, qu'elle aurait désormais à compter avec un maître inflexible. On en fut encore mieux persuadé lorsqu'on vit à quels traitements furent soumis, sans égard pour leur rang, les reines Marie de Médicis et Anne d'Autriche, et quelles capitulations humiliantes le frère du Roi dut subir en punition de ses trahisons. Les parlements, à leur tour, furent forcés de s'incliner devant la volonté du ministre, auquel Louis XIII avait abandonné la direction du gouvernement.

En même temps qu'il poursuivait, à l'intérieur, cette œuvre de l'agrandissement du pouvoir royal, Richelieu, reprenant le plan de Henri IV, se proposa, comme but principal de sa politique, l'abaissement de la maison d'Autriche.

Il y avait dix-sept ans que la guerre durait, avec des alternatives de succès et de revers, entre les princes protestants et les empereurs d'Allemagne, soutenus par l'Espagne, lorsque Richelieu, tout cardinal qu'il était, n'hésita pas à prendre ouvertement parti pour

les premiers et à intervenir dans la lutte en mettant sur pied cinq armées.

L'effort était considérable : il parut même au-dessus des forces de la nation.

Dès lors, bien que déjà les impôts pesassent lourdement sur le peuple, il fallut songer à procurer à l'Etat de nouvelles ressources, en proportion avec les dépenses que la guerre exigeait. Outre les tailles, qui furent augmentées, on eut recours à une imposition nouvelle pour la subsistance des troupes, à la création d'un nombre infini d'offices et de droits de toute sorte, dont on espérait tirer un bon prix, mais qui eut pour effet immédiat d'avilir les offices d'ancienne création, d'introduire la confusion dans tous les sièges judiciaires et dans toutes les administrations, d'alarmer tous les intérêts, et de livrer le pays en proie à l'avidité des traitants, intermédiaires obligés entre l'Etat et les contribuables. La résignation fut d'autant plus difficile à obtenir que les résultats des deux premières campagnes furent loin de répondre aux espérances de Richelieu. La prise de Corbie par Piccolomini en 1636 (1) fit craindre, un instant, que les ennemis ne profitassent de leur avantage pour marcher sur Paris et pour envahir les campagnes de la Haute-Normandie.

Vers cette fatale époque, il n'y eut guère de corps constitués, de corporations, ni même de particuliers qui n'eussent des griefs sérieux contre le gouvernement.

(1) Corbie ne tarda pas à être repris. Le *Te Deum* fut chanté à la cathédrale de Rouen pour rendre grâce à Dieu de ce succès, le 22 novembre 1636.

Le Parlement de Rouen, notamment, se plaignait, non sans raison, du nouveau bail de l'*annuel*, sorte de droit que les titulaires d'offices avaient à payer pour s'assurer la faculté d'en disposer par résignation. Il réclamait, sans succès, le paiement des gages des conseillers, et voyait avec peine qu'on pressait d'urgence l'exécution d'édits qu'on n'avait point porté officiellement à sa connaissance (1), ou la perception de droits qui avaient donné lieu à ses remontrances.

Une fois, en mars 1637, pour vaincre l'opposition du Parlement, Louis XIII s'approcha de Rouen, jusqu'à Dangu, en annonçant son intention de venir y tenir un lit de justice, avec tout l'appareil de la puissance royale. Le chancelier Séguier et le Conseil qui l'avaient précédé se tenaient à Gisors, et attendaient l'arrivée du Roi. Le Parlement, effrayé des mesures de rigueur dont on le menaçait, fit sa soumission et enregistra de force les Edits qui lui furent présentés par le conseiller Talon, le 16 mars 1637.

Deux ans après, le 7 juin 1639, le duc de Mercœur, assisté du même conseiller, venait à Rouen faire enregistrer d'autorité une dizaine d'édits fiscaux (2).

(1) 23 juin 1638. Artur Godart, lieutenant général du bailliage de Rouen, vient représenter à la Cour que le Roi avait traité avec le sieur Le Tessier pour la fabrication de *doubles* pendant trois ans, moyennant 1.800.000 livres par an. Le Tessier prétendait établir à Rouen un atelier de fabrication. Il n'y avait pas eu de lettres patentes adressées à ce sujet au Parlement. Le lieutenant général demandait à la cour ce qu'il devait faire. Le procureur général exprima l'avis qu'il serait dangereux de s'opposer à l'exécution du traité, et qu'il fallait se borner à engager le lieutenant général à écrire au Chancelier (Reg. secrets).

(2) Edit pour les contrôleurs des greffes en Normandie ; — de création

La Cour des Aides de Normandie, dont le siège était à Rouen, pouvait, pour des raisons plus ou moins plausibles, se montrer opposée à l'établissement de la gabelle en Basse-Normandie. On fit passer l'ordonnance qui imposait cette contribution en créant à Caen une Cour des Aides particulière pour la Basse-Normandie et en supprimant, peu de temps après, la Cour des Aides de Rouen, qui fut réunie à celle de Paris.

Ce fut là une des causes principales de cette révolte des Nu-Pieds qui ne tarda pas à éclater dans le bailliage du Cotentin, aux environs d'Avranches, et qui fut comprimée avec une extrême rigueur par les troupes de Gassion.

A Rouen, ville de draperies, ce qui mit le comble au mécontentement et déclaina le peuple, ce fut l'édit pour le contrôle des teintures qui avait été enregistré d'autorité en 1639 (1).

d'un contrôleur des teintures; — d'attribution d'augmentation de droit de quittance aux receveurs des tailles et aux rec-veurs du teillon; — d'attribution de la qualité de premiers présidents aux présidents anciens des Elections; — de contrôleurs des poids; — de l'union du garde scel au corps des officiers des Elections; — des Intendants des Elections et des procureurs syndics des paroisses; — des receveurs particuliers des tailles en chaque paroisse; — de six receveurs-payeurs et contrôleurs de rentes aliénées sur les Aides, et de six commis desdits contrôleurs. L'enregistrement eut lieu à la Cour des Aides. La Commission du duc de Mercœur était datée du 22 mai 1639.

(1) Cet édit était en titre d'office formé, en chaque ville et bourg du royaume où il y avait des teintures, un contrôleur visiteur-essayeur héréditaire des teintures de draperies et d'étoffes de laines... Ceux qui en étaient pourvus avaient droit de faire visites en toutes les teintures, boutiques et magasins des marchands, à ce que lesdites marchandises et étoffes fussent bien et loyalement teintées. Des droits considérables de

Les journées des 21, 22, 23, 24 août 1639 furent marquées par des émeutes. Quelques meurtres furent commis, à commencer par celui d'un nommé Hays qui voulait établir le contrôle sur les teintures, meurtre dont les coupables furent mollement et inutilement recherchés. Ce qu'il y eut de plus grave, ce fut le pillage des différents bureaux de recettes : (droits de quatrièmes sur les boissons, droits de francs-fiefs, impôts sur les cartes, sur les cuirs, sur le papier); le pillage du bureau des doubles, rue Martainville, et de celui des gabelles, rue de la Prison, dans l'hôtel de Nicolas Le Tellier, receveur général de cet impôt.

Remarquons, pour expliquer ces scènes de désordre, qu'il n'y avait point à Rouen de force armée, et que le Parlement et l'Hôtel-de-Ville n'avaient à leur disposition, pour s'opposer aux émeutiers, que deux compagnies bourgeoises, équivalentes à peine aux compagnies de sergents de ville, aujourd'hui placées sous l'autorité de notre administration municipale. Avec nos mœurs actuelles, je doute qu'en pareille occurrence, l'ordre fût garanti longtemps dans la plupart de nos grandes villes industrielles.

Cette considération, qui vient naturellement à l'esprit, ne toucha guère le Gouvernement.

La ville de Rouen lui parut coupable d'un crime de lèse-majesté, qui méritait un châtement exemplaire. Telle paraît avoir été l'opinion de la sœur de Blaise Pascal qui écrivait dans ses mémoires relatifs à son frère : « Sur la

visite et de marque leur étaient naturellement attribués sur tous les teinturiers et marchands. mai 1639.

fin de 1639, il (Etienne Pascal) fut envoyé Intendant en Normandie où il y avoit des troubles très grands. Les bureaux de recette avoient été pillés, et des receveurs tués. Le Parlement, *qui n'avoit point fait son devoir*, fut interdit : et on y envoya des officiers du Parlement de Paris pour exercer la justice. »

On ne saurait admettre que le Parlement et l'Hôtel-de-Ville de Rouen aient pactisé avec les émeutiers ; et il n'y avait aucune preuve qui permît de les rendre responsables des scènes de désordre qu'ils n'avaient pas eu le moyen d'empêcher.

On doit croire cependant que le Parlement trouvait à ces faits regrettables une explication, sinon une excuse, inadmissible pour le Gouvernement.

Cette conjecture paraît autorisée par ce que nous lisons dans les Mémoires de Bigot de Monville, publiés par notre regretté confrère, M. d'Estaintot.

« Nul, écrivait-il, ne se mit en estat de nous assister, tant estoit grande la haine contre les partisans, excitée par leur insolence, veu qu'ils ne se contentoient pas d'exécuter leurs commissions ; ils demandoient beaucoup plus que les ordres du Roy et y joignoient les paroles de mespris et les profusions en leurs festins et habits, de sorte qu'encor que ceux qui pilloient fussent de la lie du peuple, néanmoins les artisans et autres bourgeois n'en estoient pas fâchés et s'imaginoient, contre vérité, que le Parlement ne les exhortoit à s'y opposer que par acquit et pour sa descharge. »

Sans aucun doute le peuple ne se faisait pas une autre idée des sentiments secrets des échevins. On

savait généralement combien ceux-ci s'étaient montrés opposés aux charges que le Gouvernement voulait faire peser sur la ville, et quelle irritation leur avait causée la saisie qui avait été faite de leurs halles et moulins, prétendus domaniaux, sur l'instance d'un nommé Maldent, intéressé à la revente du domaine royal et de tous les biens qu'on comprenait sous ce titre (1).

A l'époque des émeutes, l'Intendant de la Généralité était Claude de Paris. Il avait succédé à Jacques Dyel de Miromesnil, Maître des Requêtes, dont la nomination, comme Intendant de la justice, police, finances et armées de Normandie, avait dû précéder de peu le 10 novembre 1636 (2).

Les relations de parenté de Miromesnil avec les familles les plus riches du pays, avec plusieurs magistrats des compagnies souveraines et du Bureau des

(1) 13 juillet 1638, le Parlement renvoie au Roi les échevins de Rouen que Maldent avait fait ajourner devant les commissaires députés pour la revente.

(2) Il avait acheté, le 10 mars 1631, la charge de Maître des Requêtes ordinaire de l'Hôtel du Roi, d'Abel de Servient, conseiller du Roi en ses Conseils et secrétaire des commandements de S. M. (Tab. de Rouen). Le 2 janvier 1634, il s'était présenté à l'Hôtel-de-Ville de Rouen pour l'exécution d'un arrêt du Conseil relatif à la reconstruction du pont de Rouen. — Le 14 août 1636, dans une assemblée tenue à l'Hôtel-de-Ville, il parait de nouveau et demande aux échevins un secours pour mettre sur pied une armée en état de repousser de la Picardie les ennemis qui s'y étaient établis. Les échevins n'offrirent que 20.000 livres. — Lettres du Roi communiquées aux échevins le 29 janvier 1637, avec ordre de procéder à l'assiette de 400.000 livres par forme d'emprunt sur les habitants. — Rabais obtenu de 100.000 livres. — Miromesnil avait épousé Françoise Le Tellier.

Il avait succédé à M. Le Tonnelier de Conty, conseiller, qui remplis-

finances lui firent, sans doute, désirer d'être déchargé de ses fonctions, lorsqu'il lui devint impossible de les remplir sans se brouiller avec ceux qu'il tenait le plus à obliger, ou sans s'exposer à des reproches de faiblesse de la part des Ministres.

Claude de Paris, Maître des Requêtes, étranger au pays, n'éprouvait pas les mêmes embarras et pouvait avec plus de liberté se résoudre à des mesures rigoureuses (1).

Ce dernier s'occupa spécialement de la levée de l'impôt des subsistances, de concert avec un Trésorier de France, M. Pierre Puchot du Plessis (2).

sait, en 1635, les fonctions d'Intendant de la justice et police en Normandie. Conty et Jacques Le Bret, président et Trésorier de France en la Généralité de Paris, étaient commissaires députés par le Roi pour le régalement des tailles, abus et malversations commises au fait d'icelle, en la province de Normandie, le dern. fév. 1635.

(1) Il semble qu'entre Miromesnil et Cl. de Paris il faille placer Vallier, Maître d'hôtel ordinaire du Roi, lequel fut chargé de la levée de l'imposition à mettre sur les villes franches de la Généralité. Il agit à cet effet les 13, 18, 19 janvier, 9 février 1637. — 16 septembre 1638, demande faite à la ville de Rouen par MM. de Paris, conseiller du Roi en ses Conseils d'Etat, et Puchot du Plessis, Trésorier de France, commissaires députés par S. M. pour la subsistance des gens de guerre en la Généralité de Rouen, de la somme de 200,000 livres à laquelle ils avaient taxé la ville pour sa part du quartier d'hiver, alors courant. Cette taxe avait été établie en exécution d'un arrêt du Conseil d'Etat daté d'Abbeville, 3 août 1638. La Commission délivrée à Cl. de Paris porte la même date. Il avait d'abord eu pour collègue M. Le Seigneur de Reuville, Trésorier de France à Rouen. Quelques jours après, de Reuville était remplacé par Puchot. Dans plusieurs ordonnances Claude de Paris prend le titre de conseiller de S. M. en son Conseil d'Etat, Intendant de la justice, police et finances de la province de Normandie. (Arch. Rouen A. 25, folios 268, 268 b., 270, 271, 272, 273, 274, 279, 281, 282).

(2) M. Puchot du Plessis n'était guère moins impopulaire à Rouen que

A la suite des émeutes de Rouen, se voyant l'objet de la haine du peuple, pour la part qu'il avait prise à la levée des taxes, et principalement à l'imposition des subsistances, il prit le parti de se retirer à Gisors, où il se trouvait plus en sûreté et, d'ailleurs, à portée d'entretenir plus librement une correspondance suivie avec la Cour ou le Conseil (1).

Là, nous lui trouvons pour collègue Etienne Pascal, président de la Cour des Aides de Clermont-Ferrant, qui paraît avoir pris la place de M. Puchot du Plessis.

Je ne saurais déterminer exactement la date de la nomination de Pascal. Il est certain qu'elle précéda un édit de novembre 1639 qui supprima le Bureau des finances et ne fut pourtant signifié aux Trésoriers de France qu'en janvier 1640.

Un acte du 19 octobre 1639 nous le montre agissant comme délégué pour l'assiette et la subsistance des gens de guerre.

Cette année-là Cl. de Paris et lui eurent bientôt à taxer la ville et la banlieue de Rouen à 150,000 livres pour leur part d'un subside de 1,003,554 livres. La lettre

Cl. de Paris. Bigot de Monville, dans ses Mémoires, nous apprend qu'il avait été menacé par le peuple, « non pas tant pour avoir été des francs fiefs, que pour avoir travaillé à la Commission des subsistances avec M. de Paris ».

(1) C'est par Gisors que Louis XIII se proposait de venir de Paris à Rouen en 1637.

Cl. de Paris dut quitter Rouen peu de temps après le meurtre de Hays. « Cette conduite, dit Bigot de Monville, donna l'épouvante à M. de Paris, qui n'étoit pas fort hardy, et qui, n'estant pas de la ville, craignoit d'autant plus un peuple où il n'avoit pas d'establisement. »

qu'ils écrivirent aux échevins pour leur faire part de cette taxe est datée de Gisors, 19 novembre. Ce fut là que l'Hôtel-de-Ville de Rouen leur députa son procureur-syndic, le sieur de Gueudeville, dans l'espoir d'obtenir par lui une réduction plus ou moins considérable. Voici le curieux procès-verbal de l'entrevue de ce député avec les deux commissaires, tel que nous l'ont transmis les registres des délibérations municipales.

« Mardi 13 décembre 1639.

« Le s^r de Gueudeville a dit qu'estant party le samedi xi^e jour du mois pour aller à Gisors voir M. de Paris. Intendant de la justice en ceste province, suivant la députation de sa personne, il y arriva le lendemain dimanche, à 9 heures du matin, où il fut trouver mon dit sieur de Paris et Monsieur Pascal, député commissaire avec luy pour la subsistance, auxquels il représenta qu'il les venoit saluer de la part du Conseil de la Ville et leur faire entendre les justes raisons qu'il avoit eues de différer la résolution de la Commission qu'ils y avoient envoyée pour ladicte subsistance; qu'il leur avoit donc remontré que la Ville avoit estimé nécessaire, pour le bien de l'affaire et le service du Roy, de penser au retablissement des bureaux qui avoient esté ruinez durant l'émotion, et pourvoir à la sûreté publique avant que de faire au peuple aucune proposition ny demande d'argent; que pour cest effect deux de MM. les eschevins avoient esté voir Mons^r le Président du Parlement et MM. les Présidens des autres compagnies, qu'ilz avoient suppliez d'y donner ordre, et mesme avoient aussi les dits sieurs eschevins

député vers lesdites compagnies souveraines pour leur présenter en corps la nécessité et obligation dudit re-stablissement; . . . que, la Commission ayant esté leue, la Compagnie avoit réclamé tout d'une voix contre la somme qui y est employée; que chacun s'estoit souvenu que la mesme Commission, qui avoit esté premièrement envoyée à MM. les Trésoriers de France, ne portoit que 103,000 livres, et que celle que les dits sieurs commissaires avoient envoyée estoit de 150,000 livres; que l'assemblée avoit estimé que, pour avoir changé de main, la ville n'en devoit pas être surchargée; au contraire, qu'estant en celles des dits sieurs commissaires, elle en devoit espérer toute douceur et support, mon dict sieur de Paris ayant tesmoigné en tout le séjour qu'il y avoit fait, de s'intéresser en sa conservation, et qu'il y avoit subject d'attendre de luy en ceste occasion les effects de sa bonne volonté, comme aussy la faveur du sieur Pascal en l'estat où ladicte ville estoit à présent réduite, ce qui avoit obligé la Compagnie à le députer par devers eux pour les supplier très humblement de trouver bon que l'on fit ouverture au peuple de la demande de subsistance sur le pied de la Commission envoyée ausdicts sieurs Trésoriers de France, mesme d'y apporter quelque modération suivant le pouvoir et l'autorité que la Ville sçavoit qu'ils en avoient, et qu'en ce faisant, ils s'acquerroient une obligation très estroite sur une grande communauté, qui en conserveroit à jamais la mémoire.

« A quoy mon dict sieur de Paris luy avoit dit qu'il n'attendoit rien moins de son voyage que ce qu'il luy en

venoit de représenter ; que MM. de la Ville avoient fait très prudemment de pourveoir à la seureté de la ville et au restablissement des bureaux ; mais qu'ils avoient deub, en mesme temps, donner ordre au payement de la subsistance ; que les troupes escossaises, qui estoient à Dieppe, estoient assignées sur le premier quartier que debvoit payer la ville de Rouen, escheu dès le 15 de novembre ; que MM. les Sur-Intendans ne prendroient point pour excuse les formalitez de la Ville ni ses avant-procédures ; et que ses délaiz seroient très mal interprétez au Conseil, qui avoit desjà bien peu de satisfaction de ceste Ville ; qu'on ne se devoit point arrester à la Commission des dits sieurs Trésoriers de France ; que cest ordre estoit changé et la taxe de la ville arrestée à 150,000 l. par le Conseil du Roy ; que MM. de Rouen pouvoient juger par le seul contentement qu'il y a d'obliger, qu'ils ne voudroient pas perdre l'occasion de faire plaisir, s'ils en avaient le moyen ; mais que leur ordre estoit limité, et que, pour luy faire congnoistre qu'on n'avoit pas pris leur advis pour le pié des taxes, l'on avoit mis Quillebeuf à 600 l., qu'il n'avoit (1) taxé, l'année passée, qu'à 500 ; et Harfleur à 10,000 l., qu'il n'avoit imposé aussi en lad. année qu'à 2,000, ce qu'on n'auroit pas fait, s'ils en eussent esté crus, parce qu'ils sçavent la faiblesse de ces lieux ; qu'il falloit obéir, que la Ville avoit trop tardé de le faire depuis le temps

(1) *Avoit* et non *avoient*, qui semblerait plus correct, parce que l'avis auquel on fait allusion n'émanait que de Cl. de Paris avant la nomination de Pascal.

qu'ils luy avoient escript, et qu'il ne faloit pas attendre un sol de diminution. »

Le lundi, au matin, Gueudeville était allé retrouver les deux commissaires à leur logis pour recevoir leurs commandements et leur résolution dernière sur la réduction qu'il leur avait demandée. Il reçut d'eux cette réponse « qu'ils n'avoient rien à ajouter à ce qu'ils lui avoient dit le jour précédent ; que le Conseil avoit réglé la taxe, qu'ils n'y pouvoient rien changer, et que, tant s'en falloit qu'on dût attendre aucune diminution, qu'on entendoit que la ville payast ce qui restoit deub de la dernière subsistance. »

La Ville se permit alors d'implorer l'assistance de ses protecteurs naturels. MM. du Parlement, déjà fortement compromis, déclarèrent que l'affaire ne les regardait pas. L'archevêque, Mgr de Harlay, fit aux délégués municipaux un long discours « des causes et progrès des calamités publiques ». Il leur dit « que les remèdes les plus souverains estoient d'avoir recours à Dieu et se mettre en devoir d'appaiser sa colère, et, pour conclusion, que, comme le mal avoit esté public en ceste ville, il estoit nécessaire d'y apporter des satisfactions publiques ; que pour ce faire il lui sembloit à propos que les eschevins le deussent venir en corps suppléer d'ordonner des prières publiques. »

Une amende honorable de cette nature ne pouvait être prise que pour un aveu solennel d'une conduite criminelle que les échevins ne croyaient pas avoir à se reprocher. Aussi se bornèrent-ils à prier l'archevêque « de les excuser, s'ils ne pouvoient, pour bonnes consi-

dérations, lui venir requérir des prières publiques, s'en remettant à son autorité de les ordonner ainsi qu'il le jugeroit à propos. »

Comme il y avait urgence à prendre un parti, on décida de réunir à la hâte trente des principaux bourgeois de chaque quartier, lesquels seraient invités par les quarteniers, et ce pour cette fois seulement, et sans tirer à conséquence.

Il est probable que cette décision resta sans effet, ou que, si cette assemblée de notables fut convoquée, elle n'eut pas le temps de se réunir.

Le 19 décembre, en effet, on recevait la nouvelle que le chancelier Séguier s'apprêtait à venir à Rouen, et que son logis était déjà marqué en l'abbaye de Saint-Ouen.

Au Conseil d'Etat, tenu à Ruel, il avait été arrêté, on ne tarda pas à le savoir, d'infliger un châtiment sévère à la Normandie et d'y faire passer le chancelier avec une véritable armée.

Séguier était parti de Paris, accompagné de ses deux gendres, le prince d'Enrichemont et le marquis de Coislin, et de Germain de Habert, abbé de Cerisy.

Le 21, il était à Gaillon, où l'avaient accompagné plusieurs Conseillers d'Etat et Maîtres des Requêtes (1).

Les corps constitués de Rouen l'envoyèrent saluer et employèrent vis-à-vis de lui, pour l'adoucir, tous les moyens que la frayeur peut suggérer.

Parlant du séjour que le chancelier fit à Gaillon,

(1) *Mémoires de Bigot de Monville*, p. 189.

Dom Pommeraye rappelle, à la louange de l'archevêque, que celui-ci n'épargna rien pour secourir la ville de Rouen, « jusqu'à là qu'il fit une dépense très considérable pour traiter 24 des principaux qui estoient à la suite et en la compagnie de M. le chancelier et de M. le général Gassion, qui confessèrent qu'il les avoit régalez avec une magnificence non pareille (1). »

Un moment, Mgr de Harlay avoit eu le dessein d'aller au devant de Séguier, la mitre en tête, revêtu de ses ornements pontificaux, de se mettre à genoux devant lui, et, comme pasteur, de lui demander pardon pour une ville coupable. Mais cette pompe n'avoit pas été du goût de Richelieu, et l'archevêque avoit dû s'en abstenir.

Il ne parut pas mieux inspiré en faisant imprimer une ode latine, *Rothomagus pœnitens*, composée par Le Roux de Vély, où étoit tracé le tableau des misères de la ville et consigné l'aveu d'une conduite qui méritoit une sévère punition (2).

Le 31 décembre, Gassion étoit près de Rouen : il fit, dans les bruyères de Saint-Julien, la revue de ses troupes qui se composaient de 5 à 6,000 hommes de pied et de 1,200 chevaux. Dès qu'il fut avisé de l'approche du chancelier, il se porta à sa rencontre et entra avec lui à Rouen dans l'après-midi du 2 janvier.

L'Intendant Cl. de Paris et Pascal avoient été vraisemblablement du nombre des hauts fonctionnaires que l'ar-

(1) *Hist. des archevêques de Rouen*, p. 659.

(2) *Mémoires de Rigot de Monville*, p. 484.

chevêque avait si bien régales à Gaillon. Marguerite Périer, dans ses Mémoires, dit qu'à la suite des troubles de Rouen on envoya des troupes sous le commandement de M. le maréchal de Gassion qui partit avec son grand-père, Etienne Pascal.

Ce qui est certain, c'est que Cl. de Paris et Pascal arrivèrent à Rouen à la suite de Séguier ou peu de temps après lui (1).

Le Chapitre de la cathédrale les traita avec les honneurs qu'elle accordait aux plus grands personnages de l'Etat. Il leur fit présenter le pain et le vin de même qu'à Séguier et à Gassion.

Ce dernier, pour venir à bout de la révolte des nuyés avait traité la Basse-Normandie en pays conquis. Là, du moins, la sévérité de la répression avait été jusqu'à un certain point légitimée par la gravité de la rébellion, et les soldats avaient eu à combattre des bandes armées, sans discipline, il est vrai, mais non sans énergie. A Rouen, il n'en était pas de même : rien dans l'attitude de la population n'annonçait des dispositions hostiles qui nécessitassent l'emploi de la force armée.

(1) Une députation du Chapitre s'était rendue auprès de Gassion, Maréchal des camps et armées du Roi, pour lui présenter le pain et le vin ; mandat de paiement du 16 janvier 1640. — Le 25 du même mois, le Chapitre ordonne à son receveur de payer 10 livres 10 sols à M. Desjardins pour le rembourser des avances qu'il avait faites de pareille somme pour le pain et le vin présentés à MM. de Paris et Pascal. — Le 4 janvier, le chanoine De Caux reconnaissait avoir reçu du grand receveur du Chapitre, 6 livres 2 sols 6 deniers pour la dépense faite tant en vin, pain que bouteilles pour être présentées à M. le chancelier suivant l'ordre du Chapitre. (Arch. de la S.-Inf., G. 2329).

Mais qu'attendre de Séguier qui n'avait pas craint de proposer à Richelieu de faire raser l'Hôtel-de-Ville de Rouen et d'élever sur ses ruines une pyramide où l'on aurait gravé, pour servir d'exemple à la postérité, une sorte d'arrêt de condamnation ?

Richelieu, si peu enclin qu'il fût à la clémence, ne voulut point aller jusqu'à cette extrémité. Mais il reste toujours à la charge du chancelier d'avoir condamné à mort et fait exécuter, le même jour, sur un ordre verbal, sans prendre l'avis d'aucun des conseillers d'Etat, quatre ou cinq séditeux entre lesquels était le nommé Gorin.

Les mesures de rigueur, adoptées par le Conseil, mais jusque-là tenues secrètes, furent mises sans retard à exécution. Le mardi, 3 janvier 1640, deux huissiers du Conseil vinrent signifier au Parlement qu'il était interdit par édit du 17 décembre 1639. Le 9 du même mois, douze conseillers d'Etat ou Maitres des Requêtes, prirent leurs séances dans la grand' chambre. Le dernier jour de janvier, ils cédèrent la place à de nouveaux conseillers, avec le cousin du chancelier, Tanneguy Séguier, pour premier président, François Du Fossé, précédemment procureur général en la Cour des Aides de Vienne, pour procureur général. Le Bureau des finances se vit remplacé par deux commissaires, Nicolas de Paris (un parent de l'Intendant) et Philippe de Coulanges, le grand-oncle de M^{me} de Sévigné, l'un et l'autre Maitres en la Chambre des Comptes de Paris. La ville fut privée de ses canons qui furent transférés au Vieux-Palais, de son administration municipale, et

de ses biens patrimoniaux, lesquels furent réunis au Domaine. On lui imposa une contribution de 1,085,000 livres, et on la soumit au logement des troupes, contrairement à ses privilèges.

Elle fut débarrassée de ces hôtes incommodes, le 9 février. Le 11, elle vit partir le chancelier qui se rendait en Basse-Normandie pour y continuer son rôle de justicier.

Il reçut pour les services qu'il avait rendus à l'Etat une récompense tout à fait extraordinaire. Des lettres patentes lui donnèrent « toutes les terres vaines et vagues dépendant du domaine du Roi dans les vicomtés de Caen, Bayeux, Falaise, Coutances et Avranches, à quelques sommes qu'elles pussent monter ». On lui a fait honneur d'avoir renoncé à cette donation. Il faut pourtant observer que ç'avait été sur sa requête que, le 4 juin 1640, les lettres qui y sont relatives furent enregistrées au Parlement, alors que cette cour ne se composait que de magistrats choisis par lui, et qu'elle avait pour premier président son cousin; que sa renonciation n'eut lieu que plus tard, quand il pouvait craindre que le Parlement, rétabli dans sa liberté, ne fût tenté de présenter des remontrances contre une faveur tellement onéreuse pour l'Etat et si peu justifiée (1).

La situation créée à la ville de Rouen par Séguier était trop anormale pour durer longtemps.

(1) On doit le remarquer : bien que, seule entre les grands corps judiciaires, elle eût trouvé grâce devant le chancelier, la Cour des Comptes de Normandie n'avait, le 27 juin 1640, enregistré les lettres de donation que sous la réserve de 6 deniers de censive par acre et sauf le droit d'autrui.

Le Parlement fut rétabli par un édit de 1641, qui portait établissement de deux semestres.

La Cour des Aides de Rouen, non seulement fut rétablie, mais celle des Aides de Caen lui fut réunie le 12 avril de la même année.

Vers le même temps, le Bureau des finances reprit ses fonctions, provisoirement confiées à N^{as} de Paris et à Coulanges qui retournèrent à Paris. L'Hôtel-de-Ville recouvra son ancienne forme d'administration et fut renvoyée en possession de son domaine.

C'était le commencement de la réaction : elle ne fit que s'accroître après la mort de Richelieu, et plus encore après la mort de Louis XIII, survenue le 14 mai 1643.

On dit qu'exhorté par le confesseur qui l'assistait dans sa dernière maladie à faire la paix pour se mettre en état de soulager son peuple, il s'était écrié : « Ah ! mon pauvre peuple, je luy ay fait bien du mal à raison des grandes et importantes affaires que je me suy vues sur les bras, et je n'en ay pas toujours eu toute la pitié que je devois et telle que je l'ai depuis deux ans, ayant été partout en personne et vu de mes yeux toutes ses misères (1) ».

On peut juger de la force de la réaction qui s'opéra alors par l'oraison funèbre de Louis XIII, que prononça, dans la cathédrale de Rouen, Ch. Faure, supérieur général de la congrégation de France, abbé de Sainte-Geneviève de Paris. C'était une critique amère, sans le

(1) Griffet, *Histoire de Louis XIII*, t. III, p. 603, 604.

moindre ménagement, de l'administration de Richelieu, représenté comme le tyran du Roi et l'ennemi de la famille royale (1). En leur qualité de créatures de ce ministre, les Intendants eurent partout à souffrir des changements qui s'opérèrent dans la politique du règne. Par ce qu'ils éprouvèrent à Rouen on peut, avec quelque vraisemblance, juger de la situation embarrassée et pénible qui leur fut faite dans les diverses Généralités du Royaume.

Etienne Pascal collabora d'abord avec Claude de Paris, ensuite avec Miromesnil, qui fut de nouveau nommé Intendant vers la fin de l'année 1643. Ces deux derniers, Maîtres des Requêtes au Conseil d'État, sont les seuls auxquels, dans les actes officiels, soit donné le titre d'Intendant de justice, police et finances. Ils étaient plus qualifiés que ne l'était Etienne Pascal, et mieux partagés que lui du côté de la fortune. On peut, du reste, juger de leur crédit par ce fait que l'un et l'autre furent chargés par le chancelier, avec Laubardemont, Marca et Champigny, conseillers aux Conseils de Sa Majesté, d'aller trouver le duc d'Orléans, pour recevoir en forme judiciaire, la déclaration de ce prince au sujet de M. le Grand (Cinq-Mars), octobre 1642.

Marguerite Pèrier n'est point tout à fait exacte en mettant sur le pied d'égalité son père et M. de Paris, quand elle dit : « Le Roy mit alors deux Intendants en Normandie, l'un pour les gens de guerre, qui étoit

(1) *Mélanges*, publiés par la Société de l'Histoire de Normandie, 1^{re} série, pp. 327 et suiv.

M. de Paris, Maître des Requêtes, et l'autre pour les tailles, qui fut mon grand père (1) ».

Je ne crois pas non plus qu'il ait été fait par les Ministres deux parts aussi tranchées de l'autorité administrative dans la Généralité de Rouen, Cl. de Paris ayant à connaître des affaires militaires, et Etienne Pascal des finances.

Cl. de Paris, il est vrai, paraît s'être chargé ou avoir été chargé de l'armée, de préférence à son collègue. Il s'intitule Intendant de la justice, police, finances et armées de Normandie, les 13 décembre 1640, 22 août 1642, 25 février 1643; seul, il rend une ordonnance faisant très expresses inhibitions aux officiers et soldats du régiment d'infanterie du comte d'Harcourt, en garnison à Darnétal et faubourg Saint-Hilaire de Rouen, et à tous autres gens de guerre, tant de cheval que de pied, de s'eslargir des dits lieux, loger, fourrager, ni

(1) Il serait plus juste de le considérer comme un commissaire adjoint à l'Intendant pour des opérations spéciales, comme Le Bret l'avait été à Le Tonnelier de Conty, et Puchot du Plessis, à Miromesnil. Certaines ordonnances que Pascal rendit en vertu de ses pouvoirs et qui ne portaient que sa signature et celle du secrétaire de l'Intendant, sont pourtant, et sans exception, intitulées du nom de Paris, accompagné du titre officiel d'Intendant de justice, police et finances en Normandie. Le nom de Pascal ne venait qu'à la suite, avec la qualification de président en la Cour des Aides de Clermont, et la désignation de la commission spéciale que l'un et l'autre avaient à remplir. Au contraire, on voit un certain nombre d'ordonnances de l'Intendant où le nom de Pascal n'est point indiqué. Ajoutons que le titre d'Intendant de Normandie, quand on n'en restreint pas la signification par l'indication de la Généralité où la fonction s'exerçait, donnerait une idée fautive. Charles Le Roy de la Poterie était Intendant de la Normandie en la Généralité de Caen, tout comme Cl. de Paris et Miromesnil l'étaient en la Généralité de Rouen.

•

prendre aucune chose dans les lieux circonvoisins, spécialement dans la ferme de Beaurepaire appartenant aux PP. Chartreux, à peine de répondre par les dits officiers commandans, en leur propre et privé nom, des désordres qui seront commis par les soldats, et, en cas de contravention, avec permission de saisir, arrêter et amener prisonniers ceux qui se trouveroient coupables, pour estre par luy leur procès fait et parfait ainsy qu'il appartient, avec permission aussi au fermier, en cas que les dits gens de guerre le voulussent violenter et voler de nuit ou de jour, de les repousser par la force », 21 novembre 1642.

L'Hôtel-de-Ville de Rouen ayant donné des bulletins pour loger et aider de vivres un capitaine nommé Duhamel, au préjudice des lettres de sauvegarde obtenues du Roi par les Chartreux pour leurs fermiers, Cl. de Paris rend une ordonnance en leur faveur, le 30 décembre 1642.

Mais on pourrait citer de nombreuses ordonnances de Cl. de Paris et de Miromesnil en matière de finances, de même qu'on en citerait de Pascal, en fait de logement de troupes et de police militaire.

Pour faire valoir les services de son grand-père, Marguerite Périer avance que, chargé des « impositions, il trouva les choses dans un si grand désordre qu'il fut obligé de réformer les rôles des tailles de toutes les paroisses de la Généralité. » Réformer les rôles de 1,798 villes, bourgs ou villages (la Généralité de Rouen n'en contenait pas moins) me paraît une

tâche bien difficile à admettre pour un seul homme, si laborieux qu'on le suppose.

Je serais porté à voir dans les actes suivants l'indication de la commission qui fut confiée à Etienne Pascal.

« Le 23 décembre 1639, il fut donné arrest du Conseil par lequel il fut enjoint aux Iseus de Normandie de députer, trois jours aprez la signification d'iceluy, deux d'entr'eux pour comparoir au Conseil, lorsqu'il seroit à Rouen, et y rendre compte de l'exercice de leurs charges pendant les années 1635, 36, 37 et 39, et. aux receveurs des tailles, taillon et droicts aliénez, d'y apporter leurs registres et acquits, avec l'estat par le menu des restes qu'ils prétendaient estre deubs par les paroisses » (1).

Il est une autre opération dont certainement Pascal fut chargé. Il en parle dans le *post-scriptum* ajouté à une lettre, sans date, que Blaise Pascal adressait à sa sœur : « Le département s'achève Dieu merci. Ma bonne fille m'excusera. Je n'ai jamais été dans l'embaras à la dixième partie de ce que j'y suis à présent. Il y a quatre mois que je ne me suis pas couché six fois devant deux heures après midi. »

Cette lettre doit être antérieure au rétablissement du

(1) *Mémoires de Bigot de Monville*, p. 264, 265. Il est question de cet arrêt dans les registres de l'Election de Rouen : « Janvier 1669. Ce dict jour, a esté advisé sur la députation de deux d'entre nous pour eux transporter par devers MM. les commissaires qui sont députtez par le Conseil pour estre oys touchant l'arrest du Conseil signifié a Mons^r Le Nouvel par Dodelin, huissier, ledict arrest dabté du 23^e de décembre dernier, donné à Gaillon; et ont este deputtez les d. s^{rs} Le Nouvel et Loret aux fins de l'exécution dudit arrest. »

Bureau des finances. Tant qu'ils avaient été en fonctions, les Trésoriers de France qui composaient cette juridiction opéraient le département de la somme d'impositions afférentes à leur Généralité entre les diverses Elections comprises dans leur circonscription administrative, et, ce département une fois opéré, ils adressaient leurs *attaches* aux officiers de chaque Election de leur ressort, lesquels, à leur tour, opéraient le département entre les paroisses de leurs circonscriptions respectives. Ces divers magistrats paraissaient en état de faire une répartition équitable par la correspondance qu'ils entretenaient entre eux et par les chevauchées qu'ils ne manquaient pas de faire chaque année pour se renseigner exactement sur les ressources des diverses paroisses.

Mais ces magistrats étaient devenus à bon droit suspects. Pendant un certain temps, l'Intendant (en 1640 ce fut Pascal) prit leur place et fit la plus grande partie de leur besogne.

Ce fut alors qu'il appela, pour l'aider dans son travail, un de ses compatriotes, conseiller à la Cour des Aides de Clermont, dont il eut lieu d'apprécier la capacité et le dévouement; il le fit charger, deux ans après, de l'affaire des amortissements et des francs fiefs en la Généralité de Rouen, et lui donna sa fille en mariage.

Cl. de Paris, Miromesnil et Pascal n'éprouvèrent d'abord aucune contradiction dans l'exercice de leurs fonctions, aussi importantes que variées.

Par la compétence qui leur avait été attribuée pour les droits d'amortissement, exigés des gens de main-

morte, à raison des biens acquis depuis 1523 (1); pour les droits de francs-fiefs, exigés des roturiers à raison de la possession de terres nobles; — pour d'autres droits, exigés des gentilshommes pour le ban et l'arrière-ban; — pour les taxes imposées sur les *aisés* ou personnes réputées telles (2), il n'était guère de particuliers qui n'eussent intérêt à les ménager. Les nobles avaient à justifier devant eux de l'antiquité de leur noblesse; les ecclésiastiques, de la date de leurs acquisitions; les bourgeois, de la modicité de leurs ressources; les paysans, de leur misère, soit afin d'obtenir diminution de leurs impositions, soit afin d'être exemptés du logement des gens de guerre.

Mais à partir de la Régence, les Intendants deviennent souverainement impopulaires, et on ne les traite guère plus favorablement que les traitants.

Les députés des Etats de Normandie osent dire au Roi dans leur Cahier de novembre 1643 :

« Art. xxxvii. Messieurs les Intendans de justice, commissaires, ne sont pas officiers des ordonnances de vostre Estat, ny les juges establis par les loix de vostre royaume, mais ministres envoyez pour l'exécution

(1) Ces droits étaient très élevés. Leur perception diminua dans une proportion notable les revenus des Fabriques et ne fut souvent obtenue que par l'emprisonnement de leurs trésoriers. Il en fut de même pour les communautés laïques, encore plus embarrassées que les Fabriques pour justifier de l'authenticité et de la date de leurs titres de propriété.

(2) Le fermier du Chapitre de Rouen, pour la terre de Guiseniers, avait été taxé comme *aisé* à 100 livres; un autre fermier du Chapitre pour la terre de Roumare, à 60 livres. Ces taxes furent réduites par l'Intendant Cl. de Paris, sur la recommandation des chanoines. (Registres capitulaires, 17 novembre 1640, 26 février 1642.)

des ordres conçus sous le nom de Vostre Majesté pour fournir plus facilement au compte du traittant en la Generalité de Rouen.

« Art. XLVII. Sire, le récit importun des maux que nous souffrons par les ordres de tant de commissaires extraordinaires et les désordres des exploitans qui en abusent et ne sont qu'à charge à vostre pauvre peuple, vous fait bien reconnoistre la nécessité de les révoquer, et il est vray-semblable que vous ferez plaisir à Messieurs les Commissaires lesquels, sans commandement bien exprès, n'auroient point quitté le séjour délicieux de vostre Cour et la splendeur de vostre Conseil, où ils ne voyent qu'abondance d'honneur et de biens, pour habiter ces lieux d'horreur et de désolation que nous ont causé les traittants, où le pain n'est paistry que de larmes de misérables, et la boisson si chère que l'eau ne se peult boire qu'en l'achetant à prix d'argent. Vos officiers sur les lieux, dont le nombre n'est que trop grand, peuvent, avec beaucoup plus d'utilité pour vous, et, pour nous, à moindre frais, faire payer vos droits. Mais afin de pourvoir aux plaintes de leurs jugemens, il est très juste d'en laisser la conaissance à vos cours souveraines, chacune dans la compétence de son établissement. Messieurs les Intendans sont de condition relevée, et leurs qualités éminentes. Mais leur Commission est toujours au-dessous d'une Compagnie souveraine qui parle en vostre nom, et dont les arrêts, donnez dedans les formes, ne redoutent aucune censure. »

Les corps judiciaires ne pensaient pas autrement que les députés aux Etats de Normandie.

Le Bureau des finances, qui devait concourir avec l'Intendant au département des tailles par Elections, essaie de cesser de s'entendre avec lui en l'année 1643 et conteste son autorité.

Louis Aymeray, receveur des tailles de l'Election de Chaumont et Magny, continuait ses poursuites pour le recouvrement des restes dus au Roi par les habitants de cette Election pour les années 1632, 1639, 1640, 1641, et 1642, lorsqu'était survenue une ordonnance de Pascal, du 22 juin 1643, qui avait été lue et publiée par ses ordres, laquelle contenait défenses audit Aymeray de délivrer aucunes contraintes pour les restes des quatre premières années à l'encontre des collecteurs, et, aux huissiers des tailles, de les mettre à exécution, *sur peine de la vie*, avant qu'elles eussent été visées et paraphées par lui. Cette ordonnance avait obligé Aymeray à envoyer ses contraintes à Pascal en son domicile à Rouen, et même à se transporter de sa personne en cette ville sur les poursuites que les prisonniers faisaient contre lui pour leur élargissement avec « protestations de dommages et intérêts, voyages et démarches inutiles à cause de l'absence notoire dudit sieur Pascal (1). »

(1) Même plainte de la part du receveur des Tailles de l'Election de Rouen, 10 juillet 1643. « Sur la remontrance faite au Bureau par M^e Jean Sonning, recepveur des Tailles en l'Election de Rouen, qu'il y a desjà quelque temps qu'il auroit délivré les contraintes aux commissaires des tailles de la dicte Election pour les années 1638, 39, 40, 41, 42, et icelles fait viser par le sieur Baudouin (du Basset, notre confrère, aux fins de l'accélération des deniers deuz en la dicte recepte pour lesd. années; et sur ce qu'il poursuivoit les diez commissaires

Vu ladite requête, le Bureau ordonna que Aymeray continuerait ses diligences pour le recouvrement des deniers du Roi, . . . enjoignant aux Elus et procureur du Roi de ladite Election d'informer des rébellions commises par les paroissiens de Viennes et de Villers-en-Artye et d'envoyer au greffe du Bureau les procès-verbaux des informations pour être envoyés au Conseil.

Autre ordonnance conforme à la précédente, le 24 juillet 1643.

Au mois de décembre suivant, le Bureau se permet d'opérer le département des sommes contenues dans la Commission du Roi pour les tailles et subsistances de l'année 1644 sans appeler l'Intendant Miromesnil. Il y avait eu désaccord à ce sujet entre les membres de

pour rendre raison de leurs charges, ilz lui auroient faict apparoir de certaine ordonnance du sr Pascal, commissaire, en date du 22^e de juin dernier, par laquelle il deffend à tous receveurs des tailles de dellivrer aucunes contraintes pour les dictes années 1638, 39, 40, et 41, qu'elles ne soient visées et paraphées de luy, et à tous sergents et commissaires de les exécuter, *à peine de la vie*; et voulant, ledict Sonning satisfaire à ladicte ordonnance, il se seroit transporté, 9 ou 10 fois, au logis dudict sr Pascal, où il y auroit appris qu'il est allé à la campagne, de sorte que cela retarde entièrement les deniers du Roy et faict tel désordre que nul collecteur et contribuable ne veult plus payer, prenant ladicte ordonnance pour descharge, laquelle ledict sr Pascal a faict publier aux Eslections et paroisses de ceste Généralité, requérant sur ce luy pourveoir; sur quoy, ven la dicte remonstrance, a esté accordé acte d'icelle audict Sonning et ordonné qu'il en sera rescript au sr de Boyvin, nostre confrère, pour en donner advis à MM. les Sur-Intendans. A esté escript audict sr de Boyvin sur le subject que dessus, et luy a été envoyé ladicte ordonnance. » (Arch. de la Seine-Inf., C. 1149.) 3 juillet. Même plainte de Pierre Maille, commis à la recette des tailles de l'Election de Pont-de-l'Arche. S'était présenté chez Pascal, « lequel l'avoit remis au retour d'un voyage qu'il estoit prest de faire. » (*Ibidem.*)

cette juridiction. Mais la majorité avait été pour l'indépendance, comme on le voit par la délibération suivante: « 23 décembre 1643. M. Le Seigneur, président, a remontré au Bureau que, le jour d'hier, il avoit veu le s^r de Miromesnil, Intendant de justice, police et finances en ceste Généralité, qui l'avoit prié de proposer aujourd'huy à la Compagnie si elle trouvera à propos de s'assembler demain extraordinairement, auquel cas il viendrait au Bureau affin d'avoir les attaches d'icelluy sur l'arrest du Conseil et Commission sur icelluy, du 6^{me} de ce présent mois, portant le département des deniers des tailles et subsistances pour les Eslections de ceste Généralité pour l'année prochaine.

« Sur quoy la Compagnie ayant délibéré, elle s'est trouvée partagée. MM. Romé, de Hanyvel, Bigot, de Gueuteville, Le Cornu et Dyel, ayant esté d'avis de dire audit s^r de Miromesnil que, le jour de demain n'estant pas jour de Bureau, on le prioit de remettre l'assemblée au lendemain des Roys, qui sera le premier jour du Bureau, et MM. Le Seigneur, Puchot, Ridel, Baudouin, Osmont et Bethencour ont esté d'avis de dire audit s^r de Miromesnil que le Bureau avoit, à l'ordinaire, fait le département des sommes contenues en la Commission du Roy expédiée aux commissaires des Estats de ceste province pour la levée des deniers des tailles et subsistances de l'année prochaine, en conséquence de quoy la Commission et attaches en ont esté expédiées sous les noms desdits commissaires. Signé : Leseigneur. »

Cette délibération prouve clairement que, même en

matière de tailles, Pascal ne venait qu'après Miro-mesnil, et que le Bureau des finances, s'en tenant à ses anciennes attributions, cherchait à se soustraire à l'autorité des Intendants.

C'était contrevenir ouvertement à la Déclaration du 16 avril 1643, portant règlement sur le fait des tailles, dont l'art. 3 était ainsi conçu :

« Les Commissions des tailles seront portées au Bureau des finances, où l'Intendant de la justice de la Généralité se trouvera, présidera et y aura la 1^{re} séance pour, en sa présence, faire expédier sur les dictes commissions, les attaches et ordonnances nécessaires dudit Bureau, et incontinent les remettre es mains dudit Intendant avec les attaches, pour, par ledit Intendant se transporter, avec celui des Trésoriers de France qui aura été commis et délégué du Bureau et 3 au plus des présidents et Elus desdictes Eslections, qui seront nommés et choisis par ledit Intendant, appelé notre procureur, le receveur des tailles avec le greffier de l'Election, procéder à l'assiette et deniers de la subsistance et des tailles, conjointement et à mesme temps, sur les villes et bourgs taillables avec l'égalité requise; et à cet effet prendront connoissance et s'informeront sommairement de la force et puissance et impuissance desd. paroisses pour les cotiser selon les facultés d'icelles sans aucune exception. »

Pendant quelques années le Bureau des finances dut se soumettre à cette Déclaration, avantageuse, si l'on veut, aux Intendants, mais qui prouve en même temps quelle lourde tâche leur était imposée, puisqu'ils

devaient présider à la répartition des impositions d'abord sur les Elections, en second lieu, sur les paroisses, en se transportant, pour cette seconde opération, en chaque chef-lieu d'Election, ce qui supposait de leur part une connaissance approfondie des ressources d'un nombre très considérable de paroisses.

Au bout de quelques années d'administration, l'autorité des Intendants fut battue en brèche par toutes les compagnies souveraines.

Sur une requête des collecteurs de la paroisse de Fauville adressée à Miromesnil et à Pascal, le 5 novembre 1647, assignation avait été donnée à Guillaume Esnou, laboureur de Normanville, à comparoir devant le s^r de Miromesnil. La Cour des Aides, se resaisissant alors de son ancienne autorité, octroya mandement pour faire assigner devant elle les collecteurs.

Cette cour, par un arrêt du 5 décembre 1647, avait accordé au procureur général compulsoire « pour compeller le greffier de l'Election d'Andely à apporter au greffe de la cour ce qui avait été fait par les Elus de cette juridiction à l'encontre de Pierre Rouvier, préposé au recouvrement de la Taille. » Néanmoins Pascal avait depuis ordonné que Rouvier serait conduit aux prisons du bailliage de Rouen, et que le substitut du procureur général serait contraint d'apporter dans la huitaine, au greffe de l'Intendant, les pièces du procès, à peine d'interdiction de sa charge, s'appuyant sur un arrêt du Conseil du 7 août 1644. Sur cela le procureur général porta plainte à la cour : elle jugea que l'arrêt allégué avait été surpris, que l'ordonnance de Pascal

était contraire à la compétence légitime de la cour ; que de très humbles remontrances seraient faites au Roi de la surprise de cet arrêt, et que, en attendant, il serait enjoint à un des huissiers de se transporter sur les lieux pour conduire, sous bonne et sûre garde, ledit Rouvier en la conciergerie de la Cour des Aides.

Dans l'Election de Pont-Audemer, Miromesnil et Pascal, en qualité de commissaires députés par le Roi pour le département des tailles et subsistances de l'année 1648, avaient, à la réquisition des deux receveurs des tailles de l'Election, subdélégué quatre des Elus et l'avocat du Roi, Thorel, pour exercer pleinement, et sans aucune restriction, la juridiction propre à leur office d'Elus, sommairement, sans frais, à l'exclusion des président, lieutenant et autres magistrats du même siège. Ceux-ci firent opposition à l'enregistrement de cette subdélégation comme contraire aux Edits et Déclarations du Roi. Ils réclamèrent l'autorité de la Cour des Aides qui fit défense aux prétendus subdélégués d'agir autrement que collégalement avec les magistrats arbitrairement exclus. Par un autre arrêt la même cour interdit les subdélégués, lesquels se retirèrent vers Miromesnil et Pascal. Ceux-ci décrétèrent prise de corps et de comparence personnelle contre 4 des Elus, les interdirent des fonctions de leurs charges, ce qu'ils firent confirmer par un arrêt du Conseil. Cela n'empêcha point la Cour des Aides, de rendre, le 15 octobre 1648, un arrêt contre les subdélégués.

Le Parlement ne se montrait pas moins opposé aux Intendants. Le 21 juillet 1644, il avait loué le zèle du

procureur syndic des Etats de Normandie, qui soutenait l'incompétence des Commissaires du Roi chargés de faire la taxe des droits d'aides-chevels. Le 29 octobre 1647, il déclarait qu'il importait au bien de la justice, pour les affaires de S. M. et du public, « de pourveoir à la multitude des évocations, mesmes aux Intendants, qui n'étaient pas juges ordinaires pour pouvoir cognoistre des procès et matières qui sont purement et régulièrement de la compétence des cours de Parlement. »

D'après ce principe, Miromesnil ne put exécuter la Commission qui lui avait été donnée pour juger de toutes les contestations mues et à mouvoir, à raison de l'adjudication, prétendue faite au célèbre De la Chambre Cureau, devant les commissaires députés pour la revente du domaine, des terres de Chesne-Varin, et Villenaize, en mars 1647. Jacques De la Mare du Chesne-Varin demanda au Parlement mandement pour faire assigner Cureau. Miromesnil fut lui-même assigné le 15 août. Le 11 septembre, défenses étaient faites à Cureau de se pourvoir ailleurs qu'en la Cour.

La Chambre des Comptes elle-même, dont la soumission avait été telle que cette juridiction avait été épargnée par Séguier, se laissa aller à des velléités d'indépendance. Le 18 décembre 1647, en vérifiant des lettres-patentes portant validation d'une ordonnance de Favier, Intendant d'Alençon, elle ajoutait : « Sans approbation de la qualité d'Intendant et de la Commission dudit sieur Favier. »

Le 16 juillet 1648, elle recevait une Déclaration du

Roi, donnée à Paris le 15 précédent, portant révocation de toutes les Commissions qui avaient été données extraordinairement pour l'imposition et levée de ses deniers, et établissement d'une Chambre de Justice.

Le 21 juillet, elle enregistra une autre Déclaration portant révocation des commissions extraordinaires des Intendants et remise des tailles jusqu'en l'an 1646, et d'un demi-quartier de celles de l'année 1648. Elle y ajouta cette clause que « nulles commissions d'Intendants de justice, police et finances ne pourroient estre à l'avenir exécutées dans la province, qu'elles n'eussent esté auparavant présentées aux Compagnies souveraines pour y estre délibérées et vérifiées, sur peine de faux, nullité, cassation. »

Le Roi et la Reine furent priés de composer la Chambre de Justice de commissaires de toutes les cours souveraines de la province ; « et cependant, en attendant ledit établissement, et pour empêcher la fuite des coupables et de leurs complices, ordonna ladite Cour que par les commissaires par elle nommez et deputez à cet effet, il seroit, à la diligence du procureur général, incessamment informé des malversations, violences, vexations et autres abus commis par les comptables et autres préposés à la perception et levée de tous les deniers, tant ordinaires qu'extraordinaires, qui s'étoient levés dans le ressort pour tailles, subsistances, estapes des gens de guerre, francs-fiefs, nouveaux acquêts, confirmation de l'exemption d'iceux, amortissements, franc-alieu, confirmation de chauffage, exemption de l'arrière-ban. » Ledit arrêt devait être envoyé aux

curés des paroisses pour être lu en public aux prônes des messes paroissiales.

Le 16 décembre 1648, elle vérifiait la Déclaration du Roi portant règlement sur le fait de la justice, police et finances. On y lisait : « Les Commissaires Intendants ci-devant envoyés es 3 Généralités de ceste province présenteront dans la Chambre dans 3 mois leurs pouvoirs et commissions pour y estre vérifiez avec l'estat des noms et surnoms de ceux qui ont esté par eux commis et préposés à la recette des deniers de la taille et autres etc... à peine de respondre, en leur propre et privé nom, du dépérissement desdits comptables. »

Miromesnil et Pascal n'avaient point attendu cet arrêt pour s'éloigner de la Normandie. Ils ne pouvaient que gémir sur la révolution qui venait de s'accomplir, laquelle portait à l'autorité royale une atteinte infiniment plus grave que celle qu'elle avait reçue en 1639, des émeutes de Rouen et de la Basse-Normandie. Il leur était aisé de s'apercevoir que l'opinion publique n'était pas pour eux : que, tout au contraire, elle applaudissait au sévère jugement du *Courrier burlesque de la guerre de Paris* (1650), à propos de l'établissement de la Chambre de Saint-Louis :

Dès la première ouverture
Il (le Parlement) révoqua les Intendans,
Dans la campagne brigandans
Maudits tyranneaux, demy-princes,
Malheurs attachés aux provinces,
Facteurs du defunct Richelieu,
Fléaux quatrièmes de Dieu.

Cet arrest mis sur les registres
Inquiéta fort les Ministres,
Qui, sans cette sorte de gent,
Auroient souvent manqué d'argent.

La Fronde ne devait avoir qu'un temps. Richelieu en fût venu à bout par la violence : Mazarin en triompha surtout par la ruse et l'habileté.

Miromesnil revint donc à Rouen en 1652 pour y reprendre les fonctions d'Intendant.

Quant à Etienne Pascal, il avait renoncé à l'administration. Les dernières années de sa vie furent consacrées à des occupations plus en rapport avec ses goûts.

Son fils Blaise, en venant dans notre ville, en 1640, à la suite de l'armée de Gassion, avait pu juger de l'effet produit sur le peuple par ces « trogues armées qui n'ont de mains et de force que pour le représentant de la Majesté royale ».

Les troubles de la Fronde et l'impopularité qu'encourut son père lui causèrent une impression d'un autre genre, qui ne put être que très pénible. Je crois retrouver la trace des sentiments ineffaçables qu'il en conserva dans ce passage de sa vie, écrite par M^{me} Périer : « Il avoit un si grand zèle pour la gloire de Dieu qu'il ne pouvoit souffrir qu'elle fût violée en quoi que ce soit. C'est ce qui le rendoit si ardent pour le service du Roi qu'il résistoit à tout le monde lors des troubles de Paris ; et toujours depuis il appelloit des prétextes toutes les raisons qu'on donnoit pour excuser cette rébellion ; et il disoit que, dans un Etat établi en république comme

Venise, c'étoit un grand mal de contribuer à y mettre un roi et opprimer la liberté des peuples à qui Dieu l'a donnée ; mais que, dans un Etat où la puissance royale est établie, on ne pouvoit violer le respect qu'on lui doit que par une espèce de sacrilège, puisque c'est non seulement une image de la puissance de Dieu, mais une participation de cette même puissance, à laquelle on ne pouvoit s'opposer sans résister visiblement à l'ordre de Dieu, et qu'ainsi on ne pouvoit exagérer la grandeur de cette faute. Il disoit ordinairement qu'il avoit un aussi grand éloignement pour ce péché-là que pour assassiner le monde et pour voler sur les grands chemins, et qu'enfin il n'y avoit rien qui fût plus contraire à son naturel, et sur quoi il fût moins tenté ».

III

Si je visais à une certaine perfection littéraire, je devrais, pour établir une juste proportion entre les parties de ce mémoire, donner un assez grand développement à celle qui me reste à traiter parce que celle-ci concerne plus directement Blaise Pascal. Mais la période de sa vie dont j'ai maintenant à m'occuper est la mieux éclairée. Elle a fait récemment, à Rouen même, l'objet d'études très approfondies de la part de M. Brunschwig, quand il était encore professeur de philosophie au lycée de cette ville, de la part aussi de M. Bouquet, lequel n'a cessé de consacrer à l'histoire de son pays natal les loisirs de sa verte vieillesse. Vous

auriez sujet de m'accuser de témérité si je cherchais une nouvelle forme pour l'exposition de faits à cette heure suffisamment connus. Ainsi je me bornerai, par convenance autant que par prudence, à grouper quelques renseignements, en grande partie nouveaux et qui pourront servir, non pas de rectification, mais de complément à des travaux justement estimés.

Montaigne, a été très sévèrement jugé par Blaise Pascal, bien qu'en certains endroits de ses *Pensées* ce dernier ne se soit pas fait faute d'imiter l'auteur des *Essais*. Entre ces deux écrivains, de conduite et de caractère si différents, il y a cette ressemblance que l'un et l'autre se firent remarquer par la précocité de leur développement intellectuel; qu'ils n'eurent d'autre école que la maison paternelle, d'autre maître que leur père. L'influence maternelle manqua à eux deux; mais, en revanche, ils eurent l'avantage de rencontrer de bonne heure, sans sortir de chez eux, une élite de personnes instruites dont la conversation, pour un esprit éveillé et attentif, peut tenir lieu des meilleures leçons.

Séduit, ainsi que beaucoup de ses contemporains, par les travaux de Descartes, Pascal, le père, s'était épris d'une grande passion pour les mathématiques à laquelle il se livra entièrement quand il put se soustraire aux fonctions de sa charge de président à la Cour des Aides de Clermont. On sait qu'à Paris il se plaisait à réunir chez lui les hommes qui partageaient ses goûts. Leurs savants entretiens ne furent pas perdus pour son fils dont l'aptitude pour les sciences exactes se manifesta d'une manière qui tenait du prodige. D'abord,

Etienne Pascal prit des précautions pour que cet enfant s'appliquât exclusivement à l'étude des langues anciennes, conformément à la méthode d'enseignement des collèges; et si, à la fin, il consentit à lui laisser entre les mains les *Eléments d'Euclide*, ce fut à condition qu'il n'employât à les lire que ses heures de récréation. Mais bientôt, si l'on en croit M^{me} Périer, Blaise Pascal obtint la permission d'assister à des conférences qui se faisaient toutes les semaines, où tous les habiles gens de Paris s'assemblaient pour y communiquer leurs mémoires ou pour examiner ceux des autres. « Mon frère, ajoute-t-elle, y tenoit fort bien son rang, tant pour l'examen que pour la production. Car il étoit de ceux qui y portoient le plus souvent des choses nouvelles. On voyoit aussi souvent dans ces assemblées-là des propositions qui étoient envoyées d'Italie, d'Allemagne et d'autres pays étrangers, et l'on prenoit son avis sur tout avec autant de soin que de pas un des autres ».

Lorsque Etienne Pascal fut adjoint à l'Intendance de Rouen dans les circonstances que nous avons fait connaître, ce ne fut pas sans regret qu'il s'éloigna de Paris pour se consacrer, en province, à des fonctions administratives très assujettissantes.

Assurément Rouen, où il fut envoyé, n'étoit pas une ville étrangère à la culture des lettres.

Nous avons vu que l'archevêque Fr. de Harlay se faisait un honneur de s'entourer de gens instruits.

Le Chapitre de la cathédrale comptait alors parmi ses membres Robert Duval, professeur royal en Sor-

bonne (1), l'érudit bibliothécaire Jean Le Prevost (2), Le Roux de Vély, habile versificateur latin, Nicolas Paris (3), qui fut plus tard l'ami du cardinal de Retz, François Le Metel de Boisrobert (4), le favori du cardinal de Richelieu, qu'il avait charge d'amuser, vérifiant par expérience la réalité de cette misère des grands si nettement caractérisée par Pascal : « Le Roi est environné de gens qui ne pensent qu'à divertir le Roi, et l'empêchent de penser à lui. Car il est malheureux, tout roi qu'il est, s'il y pense ».

On peut signaler au Parlement le PP. Ch. de Faucon de Frainville (5), l'avocat général Pierre Le Guerchoys, Bigot de Monville, de Ferrare du Tot (6), de Franquetot (7), conseillers d'ancienne création ; Michel du Faul-

(1) Reçu à la Trésorerie de la cathédrale le 11 août 1640 ; décédé en 1653.

(2) Secrétaire de l'archevêché, en même temps que chanoine et bibliothécaire du Chapitre, décédé en 1631.

(3) Ancien élève du collège de Navarre et docteur de Sorbonne.

(4) Conseiller aumônier du Roi, chanoine de Rouen dès 1634, nommé commensal de l'archevêque 12 mars 1647. Cette même année paraissaient *Les Epistres* du sieur Bois-Robert Métel, dédiées au cardinal Mazarin, 1647, in-4°.

A la date du 7 avril 1647, il logeait à l'abbaye de Saint-Ouen. (Tab. Rouen, Minutes Crespin. Moisson). Était abbé de Chatillon et prieur de la Ferté.

(5) Était, je crois, frère du poète Charleval.

(6) S'était donné la spécialité de composer des épitaphes ou des *tombeaux* en latin, et paraît y avoir excellé.

(7) Robert de Franquetot, Président au Parlement, décédé le 26 novembre 1666. C'est à lui que Guiffart dédia le *Discours sur le Vide*. Son frère Jacques était aumônier du Roi.

trey (1), Fardoil (2), Sarrau, conseillers de nouvelle création ; à la Chambre des Comptes, Robert Le Cornier, dont notre Académie possède la correspondance avec le savant feuillant Jean de Saint-Paul ; parmi les avocats, Jacques Coquerel, dit Bouche-d'Or, et Louis Gréard, que plus tard Montausier honora de son amitié ; parmi les médecins, Guiffart, et aussi Porrée, que Daniel Huet mettait au premier rang des médecins de cette ville (3).

On doit ajouter à ces noms celui de François Bertaut, frère de M^{me} de Motteville, prieur du Mont-aux-Malades, avec qui Jacqueline Pascal avait figuré dans des pièces de théâtre jouées devant Richelieu (4), et encore les noms des frères Campion, de Pierre de Marbeuf, de Saint-Amant, et, en premier rang, ceux de Pierre et de Thomas Corneille.

Au collège de Rouen, il se rencontrait, sans le moindre doute, des professeurs versés dans l'étude des sciences mathématiques et physiques, et, suivant toute vraisemblance, Adrien Auzoult, l'ami de Pascal, devait beaucoup à leurs leçons. Mais je ne puis citer aucun nom. Le programme du cours de Pierius, au collège de l'archevêché, prouve, du moins, qu'à Rouen, les questions de physique ne laissaient pas l'opinion publique indifférente.

(1) On trouve de lui un sonnet en vers français dans le *Mercur de Gaillon*.

(2) Auteur d'un *Recueil de harangues*.

(3) *Porræum, primarium hujus urbis medicum* dans le *Commentarius de rebus ad eum Huet pertinentibus*.

(4) Tallemant des Réaux, *Historiettes*, t. V, p. 135.

Mais, il faut bien le reconnaître, rien, dans cette ville, ne rappelait, même de loin, les conférences, sorte d'académie, où Blaise Pascal était admis en compagnie de son père.

Aussi ce dernier n'avait-il point quitté Paris sans esprit de retour. Il continuait à y tenir par bail, de M. Barrin, conseiller au Parlement, une maison sise rue Brisemiche, au cloître Saint-Merry. Il chargea son fils d'en renouveler le bail par procuration notariée du 9 décembre 1645 (1).

A son arrivée à Rouen, Etienne Pascal se logea dans une maison de la rue des Murs-Saint-Ouen (2), rue dont un des côtés existe encore, entre la rue de l'Hôpital et la rue de la Seille. Le chancelier Séguier s'était installé, avec sa suite, dans les bâtiments de l'abbatiale, où le collègue de Pascal, Claude de Paris, avait trouvé aussi à se loger.

Ce quartier était celui des fonctionnaires avec lesquels Pascal devait avoir les relations les plus suivies. Là, il avait, en effet, pour voisins Dyel de Miromesnil, prédécesseur et successeur de Claude de Paris, Hallé de Mouflaines, Maître des Requêtes, Courtin, procureur général au Parlement, Puchot du Plessis, Trésorier de France, Thomas Du Fossé, Maître des Comptes, Louis Le Pesant, commissaire député pour la partie des anoblissements (3).

(1) Nous donnons une copie de cet acte à la fin de notre mémoire.

(2) Ce domicile déjà signalé, mais à une autre date, est indiqué dans la procuration précitée.

(3) L'hôtel de M. Puchot était à l'angle des rues des Murs-Saint-Ouen et de l'Hôpital.

Au milieu de ce monde de fonctionnaires, il s'était formé une société intime qui le dédommageait, jusqu'à un certain point, de l'éloignement de Paris et lui faisait prendre en patience les ennuis d'une administration, suspecte à tous et odieuse à plusieurs.

Il avait près de lui son fils Blaise, et ses deux filles Gilberte et Jacqueline dont il continua à former l'esprit avec tant de succès que leur distinction, universellement reconnue, les fit rechercher de la meilleure société de la ville.

Gilberte, l'aînée des deux sœurs, était, si l'on en croit un homme peu favorable à Blaise Pascal (le P. Rapin, *Mémoires*, p. 346), « une femme d'un esprit extraordinaire ». Voici ce que dit d'elle sa fille Marguerite Périer :

« Mon grand-père (Etienne Pascal), maria ma mère en ce temps-là; il la maria en Normandie, quoique mon père fût de Clermont aussi bien que lui, et ce fut par occasion. Il y eut une commission importante dans l'Intendance de Normandie que l'on manda à mon grand-père de remplir d'une personne dont le Roi lui fit l'honneur de lui donner le choix; il jeta les yeux sur mon père qui étoit un jeune homme, déjà conseiller de la Cour des Aides de Clermont depuis même plusieurs années, l'ayant été très jeune (1). Il était proche parent

(1) Un autre compatriote et parent des Pascal, Jacques Pascal, avait été chargé du maniement et recette à faire pour Ch. Gachon, trésorier payeur de la gendarmerie de France aux Elections de Pont-l'Evêque et autres, des deniers à provenir de la recherche des droits d'indemnité dus à Monsieur frère unique du Roi par les gens de mainmorte de la

de mon grand-père, fils de sa cousine germaine, et mon grand père l'aimait extrêmement, parce qu'il lui avoit trouvé dès sa jeunesse un très grand esprit, et beaucoup d'amour et de dispositions pour les sciences. Ayant donc occasion de le faire venir auprès de lui, il lui donna cette commission qui n'étoit que pour quelques années; et lorsqu'il vint chez lui, il trouva en lui toutes les qualités qu'il pouvoit souhaiter pour en faire son gendre. Ainsi il le maria avec ma mère ».

Je suppose que la commission dont parle Marg. Périer n'avait d'autre objet que la vérification ou plutôt la confection des rôles des tailles, à laquelle l'Intendant collaborait, de concert avec les commissaires du Bureau des finances, pour la répartition entre les Elections; avec les Elus, dans chaque Election, pour la répartition entre les paroisses.

Une imposition particulière avait été ajoutée aux autres, celle des *aisés*, sorte d'imposition sur le revenu, forcément un peu arbitraire, et naturellement c'était à qui se ferait le plus misérable possible pour n'être pas compris dans cette catégorie d'*aisés*, ou pour n'être pas taxé à trop forte somme.

Nicolas Mesnager (c'était, je crois, le père du plénipotentiaire du traité d'Utrecht) écrivait de Paris à son oncle Bradechal, procureur au Parlement de Normandie, à propos d'affaires dont il avait été question entre eux dans de précédentes lettres.

« Je viens de recevoir lettres de Mons^r de la Motte

vicomté d'Auge. Il était à Rouen, le 4 juin 1642; à Lisieux, le 27 novembre 1642. (Tab. de Rouen.)

qui me mande que Mons. Pascal et Monsieur Pérrier estoient de retour à Rouen, et que l'on ne devoit travailler aux recettes de l'Eslection de Gisors que dans un jour ou deux, ce qui me fait espérer que nous obtiendrons quelque chose. A Paris, ce 26 juin 1641 (1). »

Une autre commission rappela M. Pérrier à Rouen en 1644. Il y vint en qualité de commissaire député par S. M. « pour procéder, dans l'estendue de l'ancienne Généralité de Rouen, à l'exécution de ses Edict et Déclaration des mois d'octobre 1601 et décembre 1643 ». Toutes les paroisses furent alors sommées de justifier des titres et contrats, en vertu desquels elles jouissaient des terres que leurs habitants possédaient en commun.

En conséquence de sa commission, Florin Pérrier ordonna « à tous les possesseurs et jouyssans des Domaines de S. M. et droits domaniaux, de quelque qualité qu'ils fussent, d'apporter ou envoyer dans quinzaine, ès mains de Pierre Picot, greffier de la commission, logé en la maison de M^e Jean Dodelin, près l'église Saint-Godard, les originaux des contracts, quittances

(1) Autre lettre du même au même relative à la même affaire : « Je vois bien que vous y avez fait tout ce qui vous a esté possible, mais au contraire Monsieur de Villequier n'a daigné y employer une seule parole, où il faict bien paroistre qu'il est peu obligeant, puisqu'il n'a rien voulu faire en une occasion sy facile. S'il faut paier les 105 livres à quoy vous avez fait réduire la taxe de mon père, il n'y a remède : c'est à vous seul que je me tiens obligé de ceste diminution. Je vous supplie de me faire l'honneur de m'escire encore une fois, lorsque les M^{rs} de Gisors (les Elus) auront travaillé avec le commissaire pour tenir le Bureau des finances et me mander sy nous avons obtenu quelque diminution. » A Paris, ce 4^{er} juillet 1641.

de finances et aultres titres en vertu desquels ils possédoient les dits domaines de S. M., parts et portions d'iceux, ensemble les baux du revenu d'iceux des 3 dernières années, comme aussi les dénombremens en quoy consistoient les dits domaines et droicts. » A faute d'y satisfaire dans le temps prescrit, domaines et droits pouvaient être saisis, et mis en régie au profit du Roi. L'ordonnance imprimée porte la signature de Pèrier ; elle est datée du 10 avril 1644.

Un partisan, du nom de Pierre Cellier(1), avait traité avec le Roi des droits à percevoir : il avait pour représentant, à Rouen, un nommé Pieffort.

Les assignations étaient faites à la requête de ce P. Cellier ; et c'était devant Pèrier que particuliers ou communautés devaient faire valoir la légitimité de leurs possessions.

Nombre de paroisses furent alors, comme on disait, *inquiétées*.

Un registre de la paroisse du Petit-Quevilly, du 12 juin 1644 au 2 juillet 1645, nous fait assister aux

(1) Avant Pierre Cellier, il y avait eu un traitant du nom de Maldent intéressé dans pour la même affaire. — 27 juin 1637 assignation par l'huissier Grippereau, exploitant par tout le royaume à la requête de Me Antoine Maldent qui dit avoir traité avec S. M. pour la réunion, vente et revente du Domaine de Normandie. Maldent demandait à la paroisse de Petit-Quevilly pour les marais dont elle jouissait, 2,500 livres, outre les précédents engagements. Ordre d'envoyer dans un mois, au greffe de la revente, tous les contrats et quittances de finances pour être procédé à la vérification de la finance et ordonner du remboursement, faute de quoi seroit procédé à la vente des marais. »

débats et aux tribulations de cette communauté. En voici quelques extraits :

« Du 17^e jour d'août 1644, pour avoir esté à Rouen, avec Mons^r le curé, Claude Gallot et le curé du Grand Quevilly, requête de M^e Pierre Cellier, qui dit avoir traicté avec S. M. pour le recouvrement des taxes faictes et à faire sur tous les possesseurs des Domaines de S. M., à comparoir pour icelle assignation par devant M. Périer, conseiller du Roy en sa Court des Aydes de Clermont-Ferrand, commissaire député par S. M., tendant icelle assignation pour porter au greffe de M^e Pierre Picot, greffier de la d. commission, les tiltres, contracts vertu desquels nous jouyssons des terres par nous possédées en commun avec les habitans de la paroisse du Grand-Quevilly.

« Nous compareusmes par devant ledit s^r Périer, là où estant nous demanlasmes temps d'un mois pour faire recerche de tous nos contrats et quittances de finances, pour en faire faire des copies pour produire au greffe de la dite commission, ce qui nous fut contesté par le sieur Pieffort; et ledit jour fut ordonné que nous représenterions nos pièces avec un inventaire d'icelles dans la huitaine dudit jour, payé 24 s. 6 d. »

Le 19 du même mois, les gens du Petit-Quevilly vont au logis de l'avocat Marye pour lui parler de cette assignation et lui demander s'il ne serait point en relation avec les sieurs Périer et Pieffort, « suivant ce qu'ils avoient ouy dire que le dit s^r Périer étoit le gendre de Mons^r Passecal ». Le 26, ils vont au greffe et, sans doute, y déclarent ne pouvoir produire de pièces en

règle, puisque, le 5 septembre, ils reçoivent une nouvelle assignation, bientôt suivie d'une visite d'experts, envoyés pour faire l'estimation de la valeur des biens communaux. Au mois de mars 1645, affiche annonçant la vente qui devait se faire de ces biens au profit de S. M. Le 19 de ce mois, étonnement des gens du Petit-Quevilly, auxquels on apprend que leurs 9 acres de biens communaux étaient réunies au Domaine de S. M. depuis 1628.

Le 23, ils reviennent au greffe de Pérrier pour obtenir mainlevée de cette saisie. Celui-ci ordonne que leur requête sera communiquée à Pieffort.

Le 26, nouvelle visite de Pérrier qui remet les plaignants au lendemain.

Le lendemain, les voilà de nouveau au Bureau de la commission, et là ils apprennent que Pérrier est parti pour Paris, et qu'il doit être absent quinze jours. Ils en furent quittes pour offrir à dîner au greffier Picot, qui voulut bien leur donner le nom de l'imprimeur de Paris chez qui ils pourraient obtenir ces Déclarations de 1601 et de 1643 d'après lesquelles on entendait les condamner, sans avoir pris soin de les leur faire connaître.

Les 15 et 22 avril, nouvelles visites à Pérrier. Le 22, ils rendent compte de leurs démarches à leurs commettants : « Estant au greffe du Bureau, il nous fut dict par les dits sieur Pérrier et Pieffort que, sy nous voulions nous accommoder avec le traitant de la commission, qu'il pourroit venir dans cette ville de Rouen les derniers jours de ce mois, et qu'ils nous en donneroient

avis; et nous donnèrent temps de convenir d'experts jusques à la venue du dict traitant ».

Le 10 mai, ils viennent voir si le traitant était arrivé; on leur apprend que non, mais qu'il avait écrit à M. Pérrier de lui transmettre les pièces. Cette exigence déplaît aux gens du Petit-Quevilly qui prient Pieffort de ne point se dessaisir de leurs titres.

Cette affaire ne fut réglée qu'assez longtemps après. Les paroissiens du Petit et du Grand-Quevilly, disons-le, conservèrent leurs biens communaux, mais eurent à payer une lourde taxe d'amortissement.

Cette opération à laquelle Pérrier fût mêlé, ne fut pas sans déplaire au Parlement. Le 11 février 1645, « sur la requête des receveurs et des vicomtes de la province, à ce qu'il plût à la Cour donner mainlevée des saisies faites es mains des fermiers et des adjudicataires des Domaines à la requeste du nommé Piéfort, se disant commis de M^e Pierre Cellier », la Cour accorde commission pour faire assigner devant elle le traitant et son représentant. Il est clair que cet arrêt attaquait indirectement Pérrier, intermédiaire entre eux et la Commission établie à Paris pour juger des amortissements (1).

Ce fut entre l'époque où celui-ci fut appelé à Rouen une première fois et celle où il y revint comme commissaire pour la perception des droits domaniaux, que Pérrier épousa Marguerite, la fille aînée d'Étienne Pascal.

(1) Pérrier n'est point nommé. Il avait été appelé en Bourbonnais pour y remplir une commission du même genre. (Mém. de Marguerite Pérrier.)

Le mariage fut célébré en l'église Sainte-Croix-Saint-Ouen, le 13 juin 1641; mais il avait été décidé plusieurs mois auparavant.

Dès le 1^{er} janvier de cette année, il y avait eu des conventions passées pour cette union, à Clermont-Ferrand, entre Florin Pèrier et Gilberte Pascal, d'une part, et Jean Pèrier, receveur payeur des gages et épices de MM. de la Sénéchaussée de Clermont, et Jeanne Parrinet, père et mère de Florin Pèrier, d'autre part.

D'autres conventions furent passées le 15 avril, au tabellionage de Rouen, pour la même union, entre Florin Pèrier, d'une part, et Etienne Pascal et Gilberte, sa fille, d'autre part.

Ces conventions que j'ai eu la chance de rencontrer parmi les minutes du tabellionage font connaître les apports des futurs et permettent de juger assez exactement de la fortune de la famille Pascal.

Pèrier apportait son office de conseiller à la Cour des Aides de Clermont (qui représentait un capital assez élevé), des immeubles et des rentes foncières en la justice de Volvic, sénéchaussée de Riom, une valeur de 1,000 livres en meubles et ustensiles de ménage, et 1,600 livres en argent. Son père avait, d'ailleurs, déclaré l'instituer son héritier unique, et en même temps, et par le même acte, il avait donné à Catherine, sa fille, non mariée, 7,400 livres, somme égale à celles qu'en les mariant il avait données à ses deux autres filles, Marguerite et Marie. De son côté, Etienne Pascal constituait à sa fille Gilberte, en avancement d'hoirie, 750 livres de rentes sur l'Hôtel-de-Ville de

Paris, représentant, à raison du denier 18, 13,500 livres (1); il renonçait, en sa faveur, à l'usufruit qui lui avait été attribué sur la succession de sa femme Marie Begon, décédée depuis déjà plusieurs années. La fortune de cette dame était de 13,500 livres. Sur cette somme, 4,500 livres, c'est-à-dire le tiers, étaient données à sa fille Gilberte, qui apportait, en outre, comme complément de dot, 3,000 livres à elle léguées par Antoinette Fontfreyde, sa grand' mère, veuve de Victor Begon. La somme des apports de Gilberte était donc de 21,000 livres, somme assez considérable pour le temps. Comme Etienne Pascal avait trois enfants; que le fils, suivant un usage général, était plus avantagé que ses sœurs, afin d'être en état de soutenir l'honneur du nom de la famille, et que, d'ailleurs, on ne peut croire que Etienne Pascal ait voulu se dépouiller d'une manière exagérée en faveur de ses enfants, il y a, ce me semble, quelque raison de considérer le chiffre d'une centaine de mille livres comme le minimum de sa fortune. Notons encore qu'à cette époque il n'avait point traité de sa charge de Premier Président de la Cour des Aides de Clermont, et qu'il lui était permis d'espérer un poste avantageux dans la carrière administrative où il s'était laissé engager.

Le 6 septembre 1642, la somme de 4,500 livres sti-

(1) Un édit de février 1634 avait vendu au denier 18 jusqu'à la somme de 8 millions de rentes aux prévôt des marchands et échevins de Paris pour les revendre aux sujets du Roi à faculté de rachat. Pieffort obtint, le 21 mars 1639, une procuration pour se transporter dans la Généralité de Rouen, à l'effet d'opérer cette revente.

pulée dans le contrat de mariage fut payée en francs testons écus d'or par Etienne Pascal à son gendre Pèrier (1).

Voici ce qu'on relève dans les actes de l'état-civil de Sainte-Croix-Saint-Ouen, relativement à ce mariage :

- « Bans de mariage :
- « Du vi^e jour (de juin 1641)
- « Florin Perier
- « Gileberte Paschal,
- « tous deux de la paroisse. »

« Le 13^{me} de juin 1641 furent mariée (*sic*) Florin Perier et Gilberte Pascal en l'église Sainte-Croix-Saint-Ouen, et pour tesmoins qui ont signé furent messire Claude de Paris, conseiller du Roy en ses Conseils, Intendant de justice, police et finances en la province et armées, et Charles Marc, s^r de Villequier. »

Marguerite Pèrier, dans ses Mémoires sur son oncle Blaise Pascal, dit que Florin Pèrier eut de son mariage avec Gilberte Pascal cinq enfants : Etienne, né en 1642, durant que son père était à Rouen ; Jacqueline, née en 1644 ; Marguerite, née en 1648 ; Louis, né en 1651 ; Blaise, né en 1653.

On retrouve l'acte de baptême du premier de ces enfants. La cérémonie se fit, non pas à Sainte-Croix-Saint-Ouen, mais en l'église Saint-Godard, ce qui indique que depuis son mariage Pèrier avait changé

(1) Voir sur la fortune de Jacqueline Pascal, un mémoire de M. Bertrand intitulé : « Sur deux lettres peu connues de Pascal », dans le *Journal des Savants*, année 1890. p. 327-329.

de domicile, peut-être pour se rapprocher du bureau de Pieffort.

L'acte est ainsi conçu :

« 1642. Dudict jour 15 avril. Estienne, fils de noble homme Florin Perier, conseiller en la Cour des Aides de Clermont-Ferrant, et demoiselle Gilberte Paschal. P. noble homme, Estienne Paschal, conseiller du Roy en ses Conseils et President de la Cour des Aides. M. damoiselle Jeanne Parrinet. L'enfant a esté tenu et nommé par Agnès Morel, femme de M. Quentin (1), faisant pour ladite Parinet. »

Quand Périer et Gilberte Pascal quittèrent Rouen, ils laissèrent cet enfant à son grand-père qui s'appliqua d'une manière particulière à son éducation, et lui apprit à compter quand il avait trois ans à peine (2).

Périer, employé pendant quelques années à une Commission dans le Bourbonnais, revint à Rouen en 1647, mais cette fois sans titre officiel. Il est plus que probable qu'il logea chez son beau-père, et que ce fut là

(1) Il s'agit ici, je crois, de M. Barthélemy Quentin, commis pour les affaires générales des gabelles de Normandie, demeurant paroisse Saint-Vigor, à qui les Feuillants vendent, le 24 août 1656, 200 livres de rente pour 4,000 livres destinées au paiement d'ouvrages faits à leur monastère afin de le rendre habitable. Il fit plus tard une fondation aux Feuillants, et nomma pour ses exécuteurs testamentaires Pierre de Vyon d'Hérouval, auditeur des comptes, et l'abbé Louis de Vyon d'Hérouval. Une Marie Quentin avait épousé, en 1635, Antoine Vyon d'Hérouval. C'est à cette famille Vyon d'Hérouval qu'appartenait Vyon Dalibray qui célébra en deux sonnets les découvertes de Blaise Pascal.

(2) Dans une lettre adressée de Rouen, dernier janvier 1643 par Blaise Pascal à M^{me} Périer, Etienne Pascal ajoute en *post-scriptum* : « Votre petit a couché céans cette nuit. Il se porte, Dieu grâces, très bien. »

que vint au monde sa troisième fille, dont l'acte de baptême, passé en l'église de Saint-Croix-Saint-Ouen, est ainsi conçu :

« 26 décembre 1647. Fut baptisée Marie, fille de M. M^e Florin Périer, conseiller du Roy en la Cour des Aydes d'Auvernes, et d^{lle} Gilbeberte (*sic*) Paschal. Son parrain M. Messire Jean Halé, s^r de Moufleine, conseiller d'Etat, sa marraine Marie Cavelier. »

Il n'est guère supposable que Marguerite Périer, dans ses Mémoires, ait oublié la naissance d'une de ses sœurs.

Il est à croire que cet acte n'est autre que son acte de baptême à elle. L'erreur de date est peu considérable. Au 26 décembre 1647, on était bien près de l'année 1648. Une difficulté plus sérieuse, c'est la substitution du nom de Marguerite à celui de Marie. Mais il faut remarquer que les erreurs ne sont pas rares dans les anciens actes de l'état-civil, et que, d'ailleurs, par un motif de piété, le nom pris à la confirmation avait pu prévaloir sur le nom donné au baptême.

La présence de l'Intendant et de M. de la Ferté au mariage de Gilberte Pascal donne lieu de croire que, dans cette circonstance, Etienne Pascal se souvint de son rang et se conforma aux usages.

L'autre acte de baptême que nous avons rapporté prête à la même remarque.

Alors cependant on n'attachait point au rang social des parrains et marraines la même importance qu'on y attacha plus tard.

Un pauvre homme, qui gagnait sa vie à raccommo-

des souliers, servit de parrain à la fille de René de Souvré et de Marie Courtin. Un cordonnier et une simple couturière furent les parrain et marraine de la fille de M. Hallé, conseiller au Parlement, et de François Groulart, 18 juillet 1669. On sait que le père de Montaigne avait donné à son fils pour parrain et marraine « des gens de la plus abjecte fortune pour lui apprendre à ne mépriser personne. »

C'est au contrat de mariage de Périer et de Gilberte Pascal que se manifeste la simplicité de mœurs de la famille Pascal. L'acte fut passé chez le notaire, et, en fait de signatures, il n'y en eut pas d'autres que celles du notaire et de son collègue et celles des parties contractantes, Etienne Pascal, Périer, Gilberte Pascal, Blaise Pascal et des deux domestiques de la famille, Louis Guiller et Ignace David.

Or, à cette époque déjà, c'était l'usage, quand il s'agissait de familles d'un rang distingué, que le notaire choisi par les parents se transportât au domicile de l'un d'eux, et que l'on fit signer les personnes dont le nom pouvait faire honneur aux futurs époux. Ainsi, pour ne citer que quelques exemples, les signatures abondent dans les contrats de mariage de Claude Le Roux, s^r de Cambremont, conseiller au Parlement, avec Madeleine de Tournebu, fille d'un Président aux Requêtes du Palais, 16 avril 1644 ; — de Jean-Antoine de Couvert, lieutenant-colonel d'un régiment d'infanterie, avec Marguerite Bretel, fille d'un second président au Parlement, 21 septembre 1645 ; — de Nicolas Romé, baron du Bec-Crespin, conseiller au Parlement, avec Anne

Le Tellier, 17 novembre 1646 ; — de Jacques Godart, s^r de Belbeuf, autre conseiller au Parlement, avec Marguerite Hébert, fille d'un conseiller d'Etat, 17 juin 1647 ; — de Diego Henriques Basurto, marchand à Rouen, avec Marguerite de Fonseca, 28 août 1647 ; — de Robert Thébault, avocat à Rouen, avec Marie Rousset, fille d'un marchand de cette ville, 5 février 1646 ; — de Pierre Mathé, marchand lapidaire à Paris, avec Marguerite Lopez, 3 mars 1647 ; — de Jacques Hallé, fils d'un bourgeois de Caen, avec une nommée Françoise Lestourgeon, 2 novembre 1647.

Je passe maintenant à la sœur cadette.

Jacqueline Pascal avait seize ans, à l'époque du mariage de sa sœur. Tout lui promettait l'avenir le plus heureux et le plus brillant. On sait comment, étant presque enfant, elle avait, par son esprit et sa gentillesse, captivé le cardinal de Richelieu, et obtenu la grâce de son père qui devint dès lors un des agents administratifs du pouvoir. On sait aussi que, peu de mois après son arrivée à Rouen, elle obtenait le prix de *la Tour* au concours des Palinods, recevait les conseils et les applaudissements de Pierre Corneille et ne tardait pas à être « l'ornement de tout ce qu'il y avait dans cette ville de Sociétés élégantes et distinguées (1). »

Comme elle était fille d'un haut fonctionnaire, on ne saurait s'étonner qu'elle ait flatté, peut-être un peu plus que de raison, dans ses Essais poétiques, ceux qui étaient en position d'être utiles à son père : l'Eminentissime car-

(1) M. Cousin dans sa Notice sur Jacqueline Pascal.

dinal de Richelieu, la duchesse d'Aiguillon, M^{lle} de Beuvron, fille du lieutenant-général au gouvernement de Normandie (1), et la reine Anne d'Autriche au début de sa Régence.

« Ma sœur, dit M^{me} Périer, avoit des talents d'esprit tout extraordinaires et étoit dès son enfance dans une réputation où peu de filles parviennent. » Elle dit ailleurs : « Durant ce temps, il se présenta plusieurs occasions de la marier ; mais Dieu permit qu'il y eût toujours quelque raison qui en empêchât la conclusion. Elle ne témoigna jamais dans ses rencontres ni attache, ni aversion, étant fort soumise à la volonté de mon père, sans qu'elle eût jamais eu aucune pensée pour la religion ; au contraire, en ayant un grand éloignement et même du mépris, parce qu'elle croyoit qu'on y pratiquoit des choses qui n'étoient pas capables de satisfaire un esprit raisonnable (2). »

Mais si grand que fût le mérite des deux sœurs, l'attention se porta principalement sur leur frère Blaise Pascal qui ne tarda pas à s'attirer l'admiration de tous par l'invention de sa machine arithmétique (3) et par ses expériences sur la pesanteur de l'air.

(1) Célèbre par sa beauté. Le marquis de Beuvron fut nommé, le 1^{er} mai 1643, gouverneur du Vieux-Palais et lieutenant général de Normandie sous le duc de Longueville, en remplacement du maréchal de Guiche, démissionnaire.

(2) Notice de M. Cousin. — Jacqueline Pascal mourut, le 4 octobre 1661, à l'âge de trente-six ans. Le 14 octobre 1646, elle avait figuré comme marraine, en l'église de Saint-Gedard, au baptême de Marie Jacqueline, fille de Henri Guilbour et de Marie De Forge. Le nom du parrain est resté en blanc.

(3) « Cette célèbre machine qui sert à faire en un instant toutes les

L'idée d'une machine arithmétique n'était pas nouvelle. Un baron écossais, Neper, en avait construit une, qui fut perfectionnée par un jésuite allemand, Gaspard Schott, mais pas de manière à être utilement employée. Celle de Pascal était conçue d'après un système différent. Il y travailla deux ans, employant à sa construction des horlogers rouennais. Une de ces machines fut offerte par lui au chancelier Séguier ; environ dix ans après, une autre était offerte par lui à Christine, reine de Suède.

Dans sa lettre de dédicace à Séguier, Pascal attribue aux encouragements de ce haut personnage, la résolution qu'il avait prise de « mener à bonne fin son entre-

règles les plus difficiles de l'arithmétique, et qu'on peut considérer comme le dernier effort de l'esprit humain. » *Mémoires de Thomas Du Fossé*, t. I, p. 183. — D'Alibray la célèbre à son tour dans ses œuvres poétiques, 1653 :

Il ne faut pour cet art ny raison, ni mémoire
Par toy chacun l'exerce et sans peine et sans gloire
Puisque chacun t'en doit et la gloire et l'effet.

Ton esprit est semblable à cette âme féconde
Qui va s'insinuant partout dedans le monde
Et préside et supplée à tout ce qui s'y fait.

Jean Chapelain, dans une lettre à Huyens de Zulichem, 18 août 1659, après avoir parlé de la machine arithmétique, laquelle servait avec une justesse admirable à faire promptement les quatre premières règles, ajoute : « C'est le jeune Paschal qui est véritablement né pour les grandes découvertes. C'est luy qui, le premier en France, a fait l'expérience du vuide avec le mercure, etc... ». Le P. Rapin, dans ses *Mémoires*, t. I, p. 21, tout en traçant un portrait peu avantageux de Pascal, se voit forcé de reconnaître que « c'étoit un homme extraordinaire, d'un esprit vaste et d'une pénétration profonde, mais d'un génie le plus admirable pour les mathématiques qu'on ait vu en ce siècle. »

prise, malgré tous les obstacles qui s'opposaient à son exécution. » C'était, je crois, exagérer un peu les devoirs de la reconnaissance.

Mais cette lettre met hors de doute deux points intéressants, c'est qu'Etienne Pascal avait dû sa nomination à la recommandation de Séguier, et que Blaise Pascal fut associé aux travaux de bureau de son père.

D'après les termes de cette lettre, cette machine arithmétique aurait été imaginée et aurait été mise en usage pour les opérations de calcul auxquelles Etienne Pascal dut se livrer dans l'accomplissement de sa charge. Il n'y a pas lieu de récuser un témoignage aussi formel. N'oublions pas cependant que le rôle de l'Intendant était moins de vérifier des comptes que de procéder équitablement, de concert avec les officiers du Bureau de finances et des Elections, au département des impositions. Au début de ses fonctions, alors que le Bureau des finances avait été remplacé par deux commissaires, et que les Elus étaient tenus en suspicion, la tâche de l'Intendant et de son collègue avait dû être lourde; elle devint moins pénible quand le Bureau des finances eut été rétabli.

Il est certain que B. Pascal se berçait de l'espoir que son invention pourrait être d'un grand usage, et c'est cette conviction qui explique le privilège qu'il avait sollicité et obtenu. En cela il se trompait. Sa machine resta un objet de curiosité. Elle ne fut pas même jugée assez parfaite pour que la pensée ne vint pas à d'autres inventeurs d'en proposer de nouvelles dont aucune jus-

qu'à présent n'a pu devenir d'un usage commun (1).

Ses belles expériences sur la pesanteur de l'air furent le point de départ d'une découverte plus importante. Il y en eut plusieurs. L'ouvrage de P. Guiffart, publié en 1647, ne donne le récit que de celle à laquelle il avait assisté en compagnie de plusieurs rouennais dont il cite les noms : Ph. Le Sueur de Petiville, conseiller au Parlement, P. de Beuzelin, auditeur des Comptes, Antoine Henriques Gomez, cavalier de l'ordre de S. M., J.-B. Porrée, docteur en médecine, Is. Le Tellier, avocat au Parlement, L. Gréard, M. A. C. Du Dic, Jacques Andrey, tous trois avocats au Parlement, De la Coste.

La plupart des auteurs attribuent à Petit, ami de Pascal, l'idée de la machine arithmétique et des expériences sur la pesanteur de l'air. C'est à tort qu'ils qualifient ce personnage d'Intendant des fortifications de Rouen. Ce titre était celui d'un fonctionnaire municipal, dont le nom, à cette époque, était Thomas Languedor. Petit, dont il s'agit (son prénom était Pierre), a pu être Intendant des fortifications pour le Roi, mais pas à Rouen.

Il était né à Mont-Luçon le 31 décembre 1603 et mourut à Lagny-sur-Marne, le 20 août 1677; il est

(1) Voir *Histoire des Nombres et de la Numération mécanique*, par Jacomy Regnier, Paris. 1853. Ce Mémoire paraît avoir eu pour principal but l'éloge de l'Arithmomètre inventé par M. Thomas, de Colmar. — Peu de temps après la mort de Pascal, le *Journal des Savants*, année 1678, p. 164, rendait compte d'une « nouvelle machine d'arithmétique de l'invention du sr Grillet, horlogeur de Paris. » — On lit dans les *Comptes de la maison du Roi*, p. 781, au 13 décembre 1674 : « Au sr Olivier, horloger, en considération d'une machine numérique qu'il a faite, 300 l. »

auteur d'observations touchant le vide, Paris, 1647, in-4°, et d'un cylindre arithmétique. Une de ses filles entra comme religieuse aux Bernardines de Lagny-sur-Marne.

Ce fut vers le temps où Blaise Pascal procédait à ses expériences sur le vide, que se présenta l'occasion qui donna lieu à sa conversion et à celle de toute sa famille.

On était au mois de janvier 1646. Un jour on vint prévenir Etienne Pascal que des gentilshommes s'étaient donnés rendez-vous dans un des faubourgs de la ville pour se battre en duel. Il est à croire qu'il entra dans ses fonctions de s'opposer à cet usage que Richelieu s'était efforcé d'abolir. Etienne Pascal, ne pouvant se rendre sur les lieux en carrosse parce que toute la ville n'était qu'une glace et que ses chevaux n'étaient pas ferrés, se vit forcé de s'y rendre à pied. Mais dans le trajet il fit une chute, se démit la cuisse et fit venir près de lui, pour se confier à leurs soins, deux gentilshommes du pays de Caux, MM. Deschamps des Landres et de la Bouteillerie, qui demeurèrent près de lui pendant trois mois. Bien que chirurgiens d'occasion, ils réussirent à le guérir, « et en même temps, leurs discours édifiants et leur bonne vie, que l'on connoissoit, donnèrent envie (c'est Marguerite Périer qui nous le raconte) à Etienne, à Blaise, à Jacqueline Pascal, de voir les livres qu'on jugeoit qui leur avoient servi pour parvenir à cet état. Ce fut donc alors qu'ils commencèrent tous à prendre connoissance des ouvrages de

M. Jansénius, de M. de Saint-Cyran, de M. Arnauld et des autres, dont ils furent très édifiés ».

MM. Deschamps, qui firent alors de si glorieux prosélytes, avaient eux-mêmes été initiés à la doctrine janséniste par un curé de leur pays, Jean Guillebert, dont il est à propos de dire quelques mots.

Celui-ci était originaire de Caen ; il se fit recevoir docteur en théologie le 7 février 1642, et enseigna quelque temps, à Paris, la philosophie et la théologie.

Il résida pendant plusieurs années dans le diocèse, en qualité de curé de Rouville, paroisse du pays de Caux.

Il avait été présenté à cette cure par Françoise Puchot, veuve de Charles Maignart, sieur de Bernières et de la Rivière-Bourdet, président au Parlement de Normandie (1).

(1) Son mariage avec M. de Bernières était antérieur au 6 décembre 1623. A cette date, baptême de Madeleine fille de n. h. messire Ch. Maignart, sr de Bernières, président en la Cour, et de Françoise Puchot. Parrain, n. h. Robert de Caradas ; marraine, Madeleine Maignart, femme M. de Lanquetot. Ch. Maignart mourut le 12 mars 1632, et fut inhumé aux Capucins de Rouen : « 12 mars 1632, cinquante-trois hommes, en habits de deuil vinrent inviter le Chapitre de la cathédrale à assister aux obsèques, de la part de sa veuve et de ses enfants. » Elle fut chargée de la garde-noble de ses enfants, 11 avril 1639. Le 6 mai 1641, elle figure comme cohéritière de Pierre Puchot, sr de Cidetot, commissaire des Requêtes du Parlement, avec Pierre Puchot, sr du Plessis, trésorier général de France à Rouen, Charles Puchot, sr des Alleurs, conseiller au Parlement, et Jean Beuzelin, écuyer, sr du Bose-Mellé. Sa fortune était considérable. Elle était dame de Beusemauchel, Rouville, Yébleron et de la seigneurie de Chambellan. Elle avait recueilli toute la succession de son père, Jacques Puchot, sieur de Mont-Landrin, Maître ordinaire en la Chambre des Comptes. Elle mourut le 6 mars 1662, laissant deux fils,

En 1647, il résigna cette cure pour cause de permutation contre le personnat d'Yébleron, bénéfice simple, qui ne requérait pas de résidence, et qui était également à la présentation de Françoise Puchot (1). Libre dès lors des fonctions d'un ministère actif, il devint le compagnon ordinaire du neveu de M. Duvergier de Hauranne, M. de Barcos, soit à Saint-Cyran, soit à Paris, où il mourut le 1^{er} mai 1666, âgé de soixante-un ans.

Pendant son séjour en Normandie, il s'était acquis, si l'on en croit Thomas Du Fossé, une grande réputation par sa piété, son attachement à ses devoirs et la solidité de ses instructions.

Il n'est pas douteux que ce personnage n'ait exercé une grande influence sur la société pieuse qui l'avait pris pour directeur. On comptait parmi ses adhérents, en premier lieu, M^{me} Puchot, à qui il devait la possession de sa cure (2), et Jacques Le Roux, sieur de Fresles, Maître d'hôtel ordinaire du Roi, propriétaire d'une grosse terre à Rouville, par suite de son mariage avec Marie Puchot,

Etienne Maignart, s^r de Bernières et de la Rivière-Bourdet, et Philippe Maignart, s^r de Hauville, président au Parlement.

(1) Collation, 29 mars 1647, par l'évêque de Belley, vicaire général *in pontificalibus* de l'archevêque de Rouen, à Nicolas Du Bois de la cure de Rouville, vacante par la résignation de Guillebert (Arch. du secrétariat de l'Archevêché).

(2) La cure de Saint-Hermès de Rouville, bien que la paroisse ne fût pas étendue, était un bénéfice avantageux parce qu'à ce bénéfice étaient attachées la propriété de 3 acres de terre et la jouissance de toutes les dîmes. D'après le rôle des vingtièmes de 1783, les revenus de ce bénéfice étaient de 3,000 l.

un des enfants de cette dame (1); plusieurs gentils-hommes du voisinage, MM. de Bailleul (2), Nicolas Bouchard, sieur de Bois-le-Vicomte, « célèbre par ses remèdes », dit Thomas Du Fossé (3); et surtout les deux frères, Adrien Deschamps, sieur de la Bouteillerie et de Roquefort, et Jean Deschamps, sieur de Cottecotte, de Montaubert et des Landres (4). Ces deux derniers avaient

(1) Il éleva sa famille d'après les principes de son curé. Son fils aîné, Charles Le Roux, se retira à Saint-Cyran (*Mémoires de Du Fossé*, t. I, p. 138, 247). Il y demeurait lorsqu'il fit don à Marie Maillard, servante au logis du feu sr de Fresles, par. de Rouville, d'un petit héritage bâti, situé à Rouville, 7 avril 1666. (Insinuations de Caudebec.) Le 12 juillet 1670, par acte passé à Saint-Cyran, il faisait don à sa sœur Marie, qui prenait l'habit à la Congrégation de N.-D. de Rouen, d'une rente hypothécaire de 212 l. à laquelle Marie Puchot, devenue veuve, ajouta une pension viagère de 100 l. Le 13 juillet de la même année, mention de Jacques Le Roux, sr de Fresles, fils d'Hector Le Roux et de Jeanne Roque. et petit-fils d'un Guillaume Le Roux, anobli par lettres du mois de novembre 1578, vérifiées le 11 mai 1656, et portant pour armes : de sable au léopard d'argent passant en 3 roses d'or, 2 en chef et 1 en pointe.

(2) MM. de Bailleul, savoir : Ch. de Bailleul, sr de Drumare, marié à Marie du Mesniel; François de Bailleul, chevalier, sr de Vilmesnil, capitaine d'infanterie, Nicolas de Bailleul, écuyer, sr de Vattetot, et Alexandre de Bailleul, chevalier de Malte.

(3) *Mémoires*, t. III, p. 13.

(4) Adrien Deschamps, écuyer, sr de la Bouteillerie et de Roquefort, avait son domicile à Environville. Il avait épousé, en 1635, Jeanne Asselin, dont il n'eut point d'enfants. Il mourut le 28 septembre 1662. Il n'était que patron honoraire de Roquefort. En cette qualité, il obtint des religieux de la Madeleine de Rouen, patrons présentateurs, la permission de faire démolir un côté du chancel de l'église pour y faire construire, à la place, une sacristie et un lieu pour son banc, 21 août 1645.

Jean Deschamps, sr de Cottecotte, Montaubert et des Landres, avait son domicile à Cliponville. Il avait épousé, le 9 juin 1626, Elisabeth de Bin, de laquelle il eut neuf enfants. Il mourut le 9 août 1677. Il signa, comme parent, au contrat de mariage, passé en la maison de M. Hallé de

subi au plus haut degré l'influence du curé de Rouville. « Quand Dieu, écrit Thomas Du Fossé, eut touché les cœurs de ces deux gentilshommes, ils se donnèrent tout entiers aux bonnes œuvres. Ils firent bâtir, l'un et l'autre, un hôpital dans leurs terres. M. Des Landres, qui avoit 10 enfants, mit 10 lits dans le sien, et M. de la Bouteillerie, qui n'avoit point d'enfants, en mit 20 dans celui qui étoit au bout de son parc. Dieu bénit leur charité, il daigna les choisir pour être les instruments de plusieurs conversions. Ce furent eux qui, après avoir montré la voie du salut au fameux M. Pascal et à M^{lle} sa sœur, portèrent M. Pascal le père, alors Intendant de Normandie, à se donner entièrement à Dieu (1). »

Depuis plusieurs années, Etienne Pascal n'étoit point un étranger pour eux ; il avoit pour collègue M. Hallé de Mouflaines, Maître des Requêtes, qui étoit leur

Mouflaines, entre Jacques Godard s^r de Belbeuf et Marguerite Hébert, fille du procureur général en la Chambre des Comptes. Un de ses fils, Nicolas, demeurait en 1670, chez l'évêque de Comminge. Les armes de cette famille étoient : d'argent à 3 perroquets de sinople.

Donation faite par N^{ss} Deschamps, escuyer, chanoine de Tournay, à ses sœurs, Anne et Marie Deschamps des Landres, de la tierce partie des biens provenant de la succession de défunt Jean Deschamps, écuyer, s^r des Landres et de Montaubert, et d'Elisabeth de Bin, 16 mai 1682.

Donation par N. Deschamps, écuyer, chanoine en la cathédrale de Tournay en Flandre et y demeurant, cohéritier en la succession de son frère Jean-Augustin Deschamps, vivant chevalier de l'ordre de N.-D. du Mont-Carmel et de Saint-Lazare de Jérusalem, commandeur de Dampmartin, gentilhomme ordinaire de la Chambre de S. A. S. Mgr le Prince, à ses sœurs, Anne et Marie Deschamps, demoiselles des Landres, demeurant à Envronville, 28 février 1687. (Insinuations de Caudebec, 17 avril 1687).

(1) *Mémoires de Thomas du Fossé*, t. I. p. 141.

proche parent, et chez qui il avait eu l'occasion de les rencontrer. En 1642, sur la requête d'Adrien Deschamps, il avait, avec Claude de Paris, rendu une ordonnance qui déchargeait des droits de confirmation de noblesse les enfants mineurs d'Antoine Deschamps, leur frère, décédé à Envronville en 1636, ce qui était, du même coup, reconnaître authentiquement, l'ancienneté de la noblesse des Deschamps.

Il est à croire que, dans la famille, on savait gré à Etienne Pascal de ce service ; et, comme à l'exemple de beaucoup de gentilshommes de campagne, les deux frères se flattaient de quelque habileté en fait de chirurgie et de traitement des malades. il n'est pas étonnant qu'Etienne Pascal se soit confié à leurs soins, bien qu'à cette époque, Rouen ne comptât pas moins d'une trentaine de maîtres en chirurgie, dont il m'est difficile de supposer le savoir inférieur à celui que des praticiens amateurs avaient pu acquérir par l'expérience (1).

Il est vrai que ces maîtres en chirurgie étaient moins au fait des questions religieuses que les fervents disciples du curé de Rouville. Comme ces questions passionnaient alors les esprits, qu'elles divisaient la société religieuse à Rouen comme ailleurs, il est impossible d'admettre que la famille Pascal y fût restée jusqu'alors étrangère.

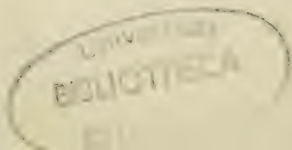
D'ailleurs les Pascal n'avaient-ils pas, à Rouen, pour curé et pour très proche voisin un homme qui marque dans l'histoire du jansénisme et de Port-Royal? je

(1) 27 Maîtres chirurgiens nommés dans une procuration notariée du 24 septembre 1640. Tab. de Rouen, minutes de Ferment.

veux parler de Charles Maignart, curé de Sainte-Croix-Saint-Ouen depuis 1616 (1). Il avait succédé à François-Bourgoing comme supérieur de l'Oratoire de Rouen, en 1631. En 1637, il n'était plus supérieur de cette communauté, à laquelle l'archevêque de Rouen était attaché plus qu'à aucune autre: mais il conserva sa cure jusqu'en 1643. Cette année, il s'en démit en faveur de François de Saintpère pour cause de permutation contre une chapelle à Compiègne et le prieuré de Saint-Blaise-de-Sairlhac(?) au diocèse de Clermont. Il se retira alors à Port-Royal avec sa belle-sœur Anne Hallé, veuve de l'avocat Jean Maignart. Il y mourut le 15 janvier 1650, à l'âge de soixante-cinq ans. Son nom est cité avec de grands éloges dans le *Nécrologe* de cette maison.

C'était un homme rigoureux dans la défense de ses intérêts et de ses droits, à en juger par quelques procès qu'il eut à soutenir, notamment contre les religieux de Saint-Ouen qui ne lui reconnaissaient que la qualité de vicaire perpétuel. En 1634, il présentait à l'archevêque une requête tendant à ce que les pensionnaires des Ursulines, couvent établi sur sa paroisse, fussent obli-

(1) Il était né en 1595. Il avait appartenu d'abord au diocèse d'Evreux. Le cardinal de La Rochefoucauld, grand aumônier, le nomma, le 15 août 1630, à l'une des huit chapellenies de l'Hôpital du Roi, à Rouen, qui devint l'Oratoire. D'après Thomas du Fossé il aurait appartenu à la famille des Maignart de Bornières. Je ne sais ce qu'il était à Pierre Maignart, docteur en médecine à Rouen, qui visita Madeleine Barent en septembre 1643, et fit paraître, en 1644, le « Traité des marques des possédez et la preuve de la véritable possession des Religieuses de Louviers. »



gées à faire la communion pascalle dans son église. Le 12 janvier 1643, il faisait signifier aux mêmes religieuses son opposition à ce que le corps d'une des pensionnaires fût inhumé sans sa permission et sans qu'on lui eût payé ses droits curiaux.

Il avait, de bonne heure, adopté la doctrine du jansénisme, et il se donna la mission de la propager, non seulement par la parole, mais par des écrits en vers et en prose. Un *factum* qu'il avait publié fut vivement attaqué par un augustin nommé Martin Le Noir. Maignart y répondit par un livre publié, en 1638, sous le titre de *Stances chrétiennes pour louer Dieu, nous humilier*, avec cette épigramme empruntée à Origène : *Sive quod gesseris sine fide, sive locutus fueris, sive etiam cogitaveris, peccas.*

Il le dédia aux évêques de la province comme une œuvre consacrée à la pure doctrine. Martin Le Noir y est durement traité dans des quatrains « contre un certain livre nouveau qui enseigne que, sans la grâce intérieure de Jésus-Christ, nous pouvons quelquefois bien vivre, éviter le péché et faire des œuvres véritablement bonnes ».

Le Noir est aux yeux sains toujours désagréable

Le Noir mesme aux esprits excite des horreurs.

Le Noir va publiant sa doctrine effroyable

Le Noir n'est pas si noir que son livre d'erreurs.

Saintépé, qui lui succéda comme curé, résigna sa cure pour cause de permutation en faveur d'un nommé Alleaume, curé de Saint-Paul d'Orléans, au mois de juin 1648. Je le vois qualifié de supérieur de l'Oratoire

le 13 septembre 1642, le 11 février 1643. le 29 septembre 1648.

Nul doute pour moi que la famille Pascal n'ait été en relations suivies avec Maignart et Sainctpé. Mais, bien que plus tard l'Oratoire ait eu la réputation d'adhérer aux principes du jansénisme, il me paraît très douteux que Sainctpé ait partagé les opinions de son prédécesseur, et il est certain que quelques-uns des oratoriens les plus marquants se montrèrent, au début du moins, opposés à la doctrine janséniste.

Je n'en veux pour preuve que le passage d'une lettre adressée aux Carmélites de Rouen par le P. Gibieuf, prêtre de l'Oratoire, leur supérieur, pour leur défendre la lecture des livres qui traitaient des matières contentieuses du temps, sçavoir de la pénitence et de la fréquente communion, de la grâce et de la prédestination.

« J'ay à vous dire que ces gens qui se piquent de la pureté de l'évangile, de la sainteté des premiers siècles de l'église et de zèle pour la doctrine de saint Augustin, et toutefois, ils sont fort éloignez de l'humble disposition d'esprit qui a rendu ce saint éminent entre les Docteurs de l'église autant que la clarté et solidité de ses lumières. Car S. Augustin a soubmis constamment toute sa doctrine à l'église, et au chef de l'église, et ces Messieurs, voyant un de leurs livres censuré par le pape, non seulement ne s'i sont pas soubmis avec la révérence que cela se doit, mais ont eu la hardiesse d'eschrire contre la censure, quelques remonstrances que quelques-uns de leurs amys leurs ayent pu faire,

lesquels aussy s'en sont-ils séparés ensuite de ce témoignage manifeste de présomption d'esprit. Ils se vantent de faire profession de la pureté de l'évangile, et ils ne voyent pas que toute leur foi s'en va en parade et à un extérieur spécieux, qui n'est bon qu'à les tromper eux-mêmes.

« Vous ne lirez donc point leurs livres ny leurs apologies, qui sont remplies d'altercation, ny les livres des Pères qu'ils ont traduits en notre langue. J'ajoute à cette défense leurs catéchismes ou théologie morale familière, leurs livrets de dévotion, leurs lettres, la vie de S. Bernard avec leurs réflexions etc., car tout cela est marqué à leur marque et insinue insensiblement à ceux-mêmes qui les lisent sans dessein la singularité de leur esprit et le mépris qu'ils ont pour l'église présente. » (De Paris, 13 juillet 1648) (1).

Mais il s'en fallait de beaucoup que le sentiment de cet oratorien fût celui qui prédominait à Rouen. Le jansénisme avait de nombreux partisans au Chapitre de la cathédrale et dans le clergé paroissial, et l'on s'explique aisément que de nombreux laïques, même parmi les plus religieux, aient suivi en cela la direction de leurs guides naturels et ordinaires.

Lorsque nous aurons rappelé qu'à peine converti, Elaise Pascal forçait la main de l'archevêque pour obtenir contre Saint-Ange une condamnation publique et sévère; lorsque nous aurons dit qu'épuisé par les

(1) Archives de la S.-Inf. F. des Ursulines. On voit cependant Gibieuf figurer dans le « Nécrologe des plus célèbres Défenseurs de la Vérité du xv^e siècle, MDCCLXI ».

efforts de son génie, il était dès lors dans un état de santé déplorable ; qu'il avait été atteint d'une sorte de paralysie et obligé de marcher avec des béquilles, avec ces faits présents à notre esprit, le reste de sa vie, malgré une interruption de vie mondaine, dont il faut se garder d'exagérer la gravité, nous paraîtra en parfait accord avec les années qu'il avait passées à Rouen.

On en pourrait dire autant de sa sœur Jacqueline, qui retrouva, étant à Paris, l'homme dont l'influence s'était fait sentir sur elle à Rouen, Guillebert, curé de Rouville, qui l'affermir dans sa résolution, toujours combattue par son père, d'entrer à Port-Royal.

Il est remarquable que cette maison servit de retraite à diverses personnes que la famille Pascal avait connues à Rouen et sur la paroisse même de Sainte-Croix-Saint-Ouen, Charles Maignart, sieur de Bernières, Maître des Requêtes, Madame Beuzelin, Pierre Thomas du Fossé, M. Boujonnier, fils du chirurgien du Danger, et M. Deschamps des Landres, qui nous est suffisamment connu (1).

Vraisemblablement cet entraînement eut sa cause dans une influence locale qu'il y aurait quelque intérêt à découvrir, mais cela m'écarterait de mon sujet, que j'ai peut-être déjà trop étendu, au risque de lasser votre patience.

(1) Pascal eut aussi l'occasion de connaître, comme ami de Port-Royal, un ecclésiastique de Paris, Pierre Le Roy de la Poterie, frère de Charles Le Roy de la Poterie, lequel était Intendant de la Généralité d'Alençon, dans le temps où Etienne Pascal remplissait des fonctions analogues dans la Généralité de Rouen.

CONTRAT DE MARIAGE DE GILBERTE PASCAL
ET DE FLORIN PÉRIER (1641).

Du lundî aprez midi quinziesme jour d'avril mil six cens quarante ung, à Rouen.

Furent présens M^e Florin Perier, conseiller du Roy en sa court des Aydes de Clermont Ferrant, fils de noble Jean Perier, receveur payeur des gaiges et espices de M^{rs} de la Sénéchaussée et siège présidial dud. Clermont Ferrant, et de dame Jeanne Parrinet, ses père et mère, d'une part, et M^e Estienne Pascal, conseiller du Roy en ses Conseils et cy-devant président en lad. court des Aydes de Clermont Ferrant, et damoiselle Gilberte Pascal, sa fille et de feu damoiselle Anthoinecte Begon, ses père et mère, d'une autre part, lesd. sieurs et damoiselle estans de présent en ceste ville de Rouen, lesquels pour parvenir au mariage qui, au plaisir de Dieu, sera faict et célébré en face de Sainte Eglise, suivant les constitutions canonicques entre led. s^r Perier, d'une part, et lad. damoiselle Gilberte Pascal, d'autre, ont arresté entre eux les dons, promesse et convensions qui ensuivent ainsy qu'elles ont esté arrestez entre lesd. Florin Perier, Estienne et Gilberte Pascal et lesd. Jean Perier et Jeanne Parrinet, par les articles par tous les susnommez signez et recongnus par devant notaires et tabellions, sçavoir par lesd. Jean Perier et Jeanne Perrinet, à Clermont, par devant Moron, notaire royal, le premier jour du mois de janvier dernier passé, et, par lesd. Florin Perier, Estienne et Gilberte Pascal, ce jour d'huy, en ceste ville de Rouen, par devant les tabellions qui ont receu le présent contract, c'est assavoir : que led. s^r conseiller Perier, de l'auctorité de ses d. père et mère, et la d. damoiselle Gilberte Pascal, sous celles du d. s^r son père, promectent l'un à l'autre de s'épouser en face de notre mère sainte Eglise suivant les d. constitutions canonicques; et led. s^r Perier père, en faveur dud. mariage, donne et cons-

titue aud s^r Perier, son filz, led. estat et office de conseiller en lad. court des Aydes dont led. s^r filz est titullere, et en outre tous et chacuns les biens à luy appartenantz, scituez dans la justice de Volluit, séneschausee de Ryoun (Riom), de quelque nature que soyent les d. biens, soit maisons, granges, prez, terres, noyers, cens, rentes fontières et rentes en directes seig^{ries}, et généralement en quoy qu'ilz puissent consister, le tout exempt de toutes debtes et ypotecques; plus luy donne et constitue la somme de mil livres qui luy seront payez en meubles et ustencilles de maison, et la somme de seize cens livres en deniers, pour subvenir à partye des frais du présent mariage; et, outre ce, l'institue dès à présent son seul héritier universel en tous et chacuns ses biens, meubles et ymeubles, qui se trouverront luy appartenir lors de son décedz, soubz la réserve néanmoins d'en pouvoir disposer au profit de qui bon luy semblera; et, d'autant que lad. constitution d'héritier ne seroit pestre (*sic*) vallable s'il n'estoit parlé en ce present traicté de damoiselle Catherine Perier, fille dud. s^r Perier, led. s^r Perier père la docte et apanne à la somme de sept mil quatre cens livres qui est pareille somme que celle qu'il a cy-devant constituée à chacune des damoiselles Marguerite et Marie Perier, ses autres deux filles, sans que lad. dotation et empanage puisse empescher led. s^r Perier de luy donner plus grande somme, soit par contrat de mariage, testament, donnation entre vifz ou autrement, ainsy que bon luy semblera; et lad. dame Parrinet, mère dud. s^r futur espoux, en faveur aussy dud. mariage, conformément ausd. articles, donne et constitue aud. s^r futur espoux, son filz, la somme de six cens livres payable aprez son décedz.

Et led. s^r Pascal, en faveur de mesme dud. mariage, donne et constitue à lad. future espouze, en advancement d'hoirie, sept cens cinquante livres de rente constituez sur l'Hostel-de-ville de Paris, faisant en principal, à raison du denier dix huict, la somme de treize mil cinq cens livres, pour paye-

ment de laquelle somme de sept cens cinquante livres de rente led. s^r Pascal fera cession et transport audit s^r futur espoux de pareille somme de sept cens cinquante livres de rente sur celles qui sont deubz aud. s^r Pascal et à luy constituez sur led. Hostel-de-Ville de Paris, à prendre sur les tailles, pour en jouir par led. s^r futur espoux de ce jour d'huy, laquelle rente led. s^r Pascal promet garantir de toutes debtes et ypotecques. De plus, rapportant par lad. damoiselle future espouse lesd. sept cens cinquante livres de rente, led. s^r Pascal l'institue son héritiere avecq ses autres enffens naiz et à naistre de tous et chacuns ses biens, meubles et immeubles, desquelz il se trouverra saisy lors de son décedz, se reservant néantmoins led. s^r Pascal le pouvoir de disposer par testament, donation entre-vifs ou autrement, de la huitième partye de ses biens au profit de qui bon luy semblera. Et outre ce led. s^r Pascal se départ, au profit de lad. future espouse, de l'usufruit de la somme de quatre mil cinq cens livres, tierce partye de treize mil cinq cens livres, à quoy monte toute la succession de lad. feu damoiselle Anthoinette Begon, sa femme, lequel usufruit luy est acquis la vie durant par les us et coustumes de la province d'Auvergne et particulièrement par celle de la ville de Clermont, où led. s^r Pascal estoit resident lors de la passacion de son contract de mariage; et lad. damoiselle future espouse; soubz l'auctorité dud. s^r son père, se constitue la somme de trois mille livres qui luy a esté léguée par deffuncte dame Anthoinecte Fontfreyde, sa grand mère, lors veuve de feu s^r Victor Begon, par le testament de la d. Fontfreyde. Se constitue aussy, soubz la mesme auctorité, la propriété des susdits quatre mil cinq cens livres, à quoy monte la succession de la dicte feu damoiselle sa mère, les autres deux tiers appartenant à noble Blaize Pascal et à damoiselle Jacqueline Pascal, ses frère et sœur. Les futurs mariez seront unys et communs en tous leurs biens meubles en tous leurs conquestz immeubles, du jour de la bénédiction nuptialle selon

la coustume de Paris en quelques lieux que les d. biens puissent estre scituez, laquelle communauté led. futur espoux accorde en faveur de la d. future espouze, par forme d'avantage et augment de dot, eu esgard à la demeure et scituation des biens dud. s^r futur espoux. qui sont en pays de droit escript, où la communaulté n'a lieu, et nonobstant led. droit escript et toutes coustumes à ce contraires, ausquelles lesd. futurs mariez desrogent par ce présent traicté, qu'ils veullent estre fait suivant lad. coustume de Paris, fors et exepté en ce que par lad. coustume il ne leur seroit pas permis de disposer de leurs biens à leur volonté, soit par testament, donation entre viis, contract de mariage ou autrement, entendant les d. futurs mariez, pour ce chef, ne se point abstraire à la d. coustume de Paris, ains se régir comme en pays de droict escript, c'est à dire de pouvoir disposer de leurs biens au profit de qui et comme bon leur semblera, mesme au profit l'un de l'autre, encore que lesd. dispositions ne soient réciproques, ainsy qu'il se pratique en la ville de Clermont, où le d. s^r futur espoux réside à présent, desquelz susd. biens présentement constituez ausd. futurs mariez, meubles ou immeubles, il en entrera en leur future communauté, de la part de chacun d'eux, la somme de six mille livres, et le surplus leur sortira et aux leurs nature de propre. Le d. s^r futur espoux doue sa future espouze de la somme de six cens livres de douaire préfix, à prendre par chacun an, durant sa viduité seulement, sur tous les biens, meubles et immeubles, présens et advenir du d. s^r futur espoux. Sy tost que douaire aura lieu, le survivant des d. futurs mariez pour ses livres, armes et chevaux, sy c'est led. futur espoux, ou pour ses bagues et joyaux, sy c'est la d. future espouze, prendra par préciput et avant part des biens de lad. communauté la somme de cinq mille livres; et, en cas qu'il y eust renonciation à la communauté, le survivant prendra les d. cinq mil livres sur les biens propres du prédécédé. S'il arrive que led. s^r futur espoux sans avoir disposé

de ses biens vienne à décedder sans enffans, ou que, laissant des enffans, iceux déceddent aussi sans enffans et sans avoir disposé, tous les susd. biens constituez par led. s^r père aud. s^r futur espoux reviendront aud. s^r Perier père, à la réserve des droictz acquis sur iceux à lad. future espouze par ce présent traicté; pareillement, s'il arrive que lad. future espouze, sans avoir aussy disposé de ses biens vienne à décedder sans enffans, ou que, laissant des enffans, iceux déceddent aussy sans enffans et sans avoir disposé, led. s^r Pascal père veult et entend que la rente qu'il luy a constituée sur le d. Hostel-de-Ville de Paris luy revienne, ensemble les quatre mil cinq cens livres de l'usufruit desquelz il s'est départy par ce présent traicté, pour jouir par luy s^r Pascal dud. usufruit comme il faisoit auparavant ces présentes, à la reserve aussy des droicts acquitz sur les d. biens aud. s^r futur espoux par les conventions cy-dessus. Arrivant la dissolution de lad. future communauté par le décedz de l'un des d. futurs mariez, s'il y a enffans ou postume dud. mariage, les biens d'icelle communauté seront partagez entre le survivant et les héritiers du prédéceddé dans l'an d'aprez le décedz dud. prédéceddé; et, en cas que, lors du décedz de l'un des futurs mariez, il n'y eust aucuns enffans ny postume dud. mariage, le survivant sera usuffrittaire de tous les biens de la d. communauté et d'iceux il demeurera saisy sa vie durant, sans en bailler aucune cauxtion; et, au cas de lad. dissolution de communauté, de quelque façon qu'elle arrive, la d. future espouze et ses héritiers y pourront renoncer dans l'an d'aprez l'inventaire fait, et, en y renonceant, reprendre franchement et quictement tout ce qu'elle aura apporté en mariage, son douaire préciput, c'est à dire gain de survie et tout ce qui luy sera advenu et escheu, constant led. mariage, par succession, donation ou autrement, sans estre tenue d'aucunes destes, encore que lad. future espouze y eust parlé et s'y fust obligée ou y eust esté condampnée, dont led. futur espoux sera tenu l'acquitter. Ne seront les d. futurs mariez tenus des

Derivitz

Gumboldt

Regiment

Familie

Grasland

Basel

Gumboldt

debtes l'un de l'autre faictes et créez avant led. mariage, ains se payeront par celuy qui les aura faictz et créez sur son bien. Sy, durant et constant led. mariage, il est vendu aucun propre appartenant à l'un ou l'autre des d. futurs mariez, remploy en sera fait au proffit de celluy ou celle auquel en propre apartenoit, ou bien les deniers du prix de la vente en seront reprins sur la future communaulté, sy tant elle peut suffire; et sy elle ne suffit, et que les choses vendues soient des propres appartenans à la d. future espouze, lors le surplus sera prins sur les propres dud. futur espous avecq ceste condition que sy, devant et constant aussy le d. mariage, le d. s^r futur espoux dispose desd. rentes de l'Hôtel-de-Ville de Paris constituez à la d. future espouze autrement que par contract de vente ou permutation, en ce cas, au lieu des d. rentes il soit prins sur lad. communaulté, sy elle suffit, la valleur des d. rentes, eu esgard au temps que la communaulté aura esté dissolue; et, sy elle ne suffit pas, la valleur des d. rentes sera prinse sur le propre dud. s^r futur espoux, le tout conformément aux susd. articles signez et recongnus par toutes les susdites partyes en deux originaulx, dont l'un a esté laissé audit s^r futur espoux, et l'autre aud. s^r Pascal, père de la d. future espouze; de toutes lesquelles clauses, dons et conventions cy-dessus les partyes sont demeurez d'accord par devant les d. tabellions et promis, de part et d'autre, le contenu en ces présentes tenir, entretenir, fournir et accomplir de poinct en poinct, jouxte sa forme et teneur, sur l'obligation de tous leurs biens meubles et héritages, présens et advenir, qu'ils en ont obligez et obligent par ces présentes l'un envers l'autre. En tesmoing et presentz noble Blaize Pascal, filz du d. s^r, Lois Guiller et Ignace David, domestiques des d. s^{rs}.

Signé :

PASCAL
PASCAL
L. GUILLER J. DAVID
DU BOSC

PERIER
G. PASCAL
LE PICART,

avec paraphes à chaque signature.

En marge du 1^{er} feuillet de ce contrat.

L'an de grace mil vi^c XLII, le vendredy avant midy, sixième jour de septembre, devant les tabellions roiaux à Rouen soubz signez, fut present le d. s^r Florin Perier lequel a recongnu et confessé avoir receu comptant dud. sieur Pascal en francz testons escuz d'or et monnoie aians cours, la somme de quatre mil cinq cens livres t. mentionnée en ce présent traicté, de l'usuffruict desquelz le d. s^r Pascal s'est départy par icelles, et dont la propriété appartient à la d. damoiselle Gilberte Pascal, y nommée. comme héritière pour ung tiers de feuë damoiselle Anthoinette Begon, sa mère, de laquelle somme de III^m v^c livres, comme aussi des intérestz jusques à ce jour d'huy, le d. s^r Perier s'est tenu content et bien païé, et en a quité le d. s^r Pascal et tous autres. Fait comme dessus.

Signé : PERIER, DU BOSC, LEPICART.

PROCURATION DONNÉE PAR ETIENNE PASCAL A SON FILS BLAISE
POUR RENOUVELER BAIL D'UNE MAISON A PARIS (1645).

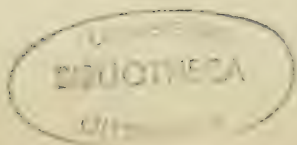
Le samedy apprez midy, neufiesme de décembre M. vi^c quarante cinq, en l'escrptoire.

Fut présent en personne noble Estienne Pascal, conseiller du Roy en ses Conseilz, cy-devant président en la Cour des Aydes d'Auvergne, commissaire député par Sa Majesté en la généralité de Rouen sur le faict des tailles et subsistances des gens de guerre, logé en ceste ville de Rouen derrière les murs de S^t Oüen, paroisse de S^{te} Croix, lequel, de son bon gré et volonté, a constitué et constitue noble Blaise Pascal, son filz, pour, au nom du dit constituant, passer et consentir bail à louage de la maison appartenant à Monsieur Barin, conseiller en la Cour de Parlement de Paris, scize en lad. ville de Paris, rue Brizemiche, au cloistre S^t Merry, laquelle

maison led. s^r constituant tient, à tiltre de bail à louage, du dit s^r Barin, et a droict de la tenir jusques au jour de S^t Rémy prochain venant, donnant pouvoir à son dit procureur constitué de prendre, à nouveau bail, au nom dudit constituant, lad. maison pour le prix et pour le temps qui sera advisé et convenu entre led. s^r Barin et led. s^r Blaise Pascal, procureur constitué, promettant icelluy s^r Pascal constituant d'avoir agréable et ratifier tout ce qui aura esté convenu et accordé par son dit procureur et en donner acte de ratification dans huictaine après que ledit bail aura esté passé entre led. s^r Barin et son dit procureur constitué. Présent Pierre Follet et Christophe Chevallot, demeurant à Rouen.

Signé : PASCAL, DENIS, CHEVALLOT, FOLLET (1).

(1) L'intérêt que présente cet acte est de nous faire connaître le double domicile de Pascal à Rouen et à Paris.



**La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Échéance**

**The Library
University of Ottawa
Date due**

--	--	--	--



a39003



000624287b

B 1903 .B4 1902
BEAUREPAIRE, CHARLES M
BLAISE PASCAL ET SA FA

CE B 1903

.B4 1902

C00 BEAUREPAIRE, BLAISE PASCA

ACC# 1013366

